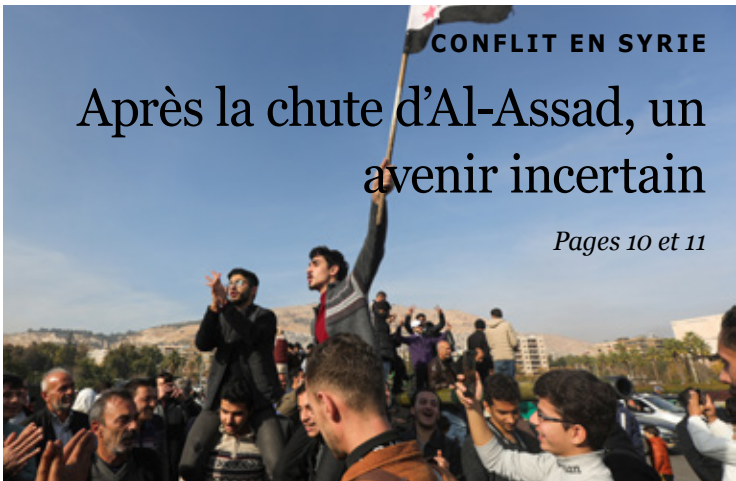




AFFAIRE GILBERT ROZON

Jour 2 du procès pour le fondateur de Juste pour rire

Page 2



CONFLIT EN SYRIE

Après la chute d'Al-Assad, un avenir incertain

Pages 10 et 11

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE SOUS TOUTES SES FORMES

LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS • LE MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2024

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM4404



RÉOUVERTURE DE LA
CATHÉDRALE APRÈS
5 ANS

Le Québécois de Notre-Dame

Page 9



LE TEMPS DES FÊTES
AVEC NAGANO

Noël tout en classique

Page 16



HOCKEY FÉMININ

L'exemple de la Victoire

Page 18

La désillusion du rêve québécois

En région, des immigrants
floués par Québec



Le restaurant mexicain Las Chilanguitas à Plessisville, une ville qui change de visage depuis la récente vague d'immigration. - Tomy Tanguay, L'Atelier

Churchill Falls : une entente imminente

ANNABEL OUELLET
L'Atelier

Les gouvernements du Québec et de Terre-Neuve-et-Labrador seraient sur le point de conclure une entente quant au renouvellement du contrat de la centrale hydroélectrique de Churchill Falls, a appris Radio-Canada et a confirmé *Le Journal de Montréal* mardi.

En 1969, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador avaient signé un contrat qui stipulait qu'Hydro-Québec achetait l'électricité produite par Churchill Falls à 0,2 cent du kilowattheure. De son côté, Hydro-Québec facturait environ 6,704 ¢ par kilowattheure, pour les 40 premiers, puis 10,342 ¢ par kilowattheure par la suite pour le tarif résidentiel.

Selon l'Encyclopédie canadienne, « Hydro-Québec a engrangé d'énormes profits grâce à la revente de l'électricité de Churchill Falls, et les termes du contrat ont été une source d'acrimonie entre les gouvernements de Terre-Neuve et du Québec ».

Le barrage de Churchill Falls est le premier producteur d'énergie hydroélectrique de sa province.

Saga judiciaire

Terre-Neuve-et-Labrador a plusieurs fois tenté de forcer la réouverture du contrat avec Québec en passant par les tribunaux, mais sans succès. La Cour suprême du Canada a également tranché en faveur de Québec en 1984.

En 2023, le premier ministre du Québec, François Legault, a mentionné la possibilité de rouvrir le contrat entre les provinces avant sa date d'échéance, soit 2041.

« J'estime que ce contrat est devenu une mauvaise affaire pour Terre-Neuve-et-Labrador », avait alors déclaré François Legault. « Bien sûr, nous ne pouvons pas réécrire l'histoire. Par contre, nous pouvons refaçonner l'avenir. Et cela, on peut le faire ensemble », avait-il ajouté à Terre-Neuve-et-Labrador.



Un des 11 groupes turbine-alternateur de la centrale hydroélectrique de Churchill Falls. Martin Lopatka, Creative Commons

Un témoignage troublant au procès de Gilbert Rozon

OLIVIER LEBLANC
L'Atelier

La deuxième journée du procès civil du fondateur de Juste pour rire, Gilbert Rozon, accusé d'agressions sexuelles par neuf femmes, a mis en lumière un témoignage troublant et a relancé le débat sur la crédibilité dans les affaires de violences sexuelles. Les demanderesse réclament près de 14 millions de dollars au promoteur déchu.

Guyline Courcelles, ancienne employée de Juste pour rire de 1987 à 1989, a décrit une soirée de 1987 où, selon elle, une rencontre professionnelle avec Gilbert Rozon s'est terminée en agression sexuelle. Elle a raconté que son patron était entré dans une chambre, prêtée par l'accusé, vêtu uniquement d'une serviette, avant de venir la rejoindre.

« Il s'est étendu sur le lit, m'a prise dans ses bras et m'a embrassée. Je devais forcer pour le repousser, je cherchais à éviter son étreinte », a-t-elle affirmé. « Je me suis retournée pour y faire dos. J'ai mis mes mains sur moi en croix pour pas qu'il touche mes seins », ajoute-t-elle avec force détails.

C'est alors que son patron a, selon elle, levé le voile sur ses pulsions en lâchant: « Tu comprends maintenant que je dois me masturber. »

Ce commentaire a paralysé davantage la plaignant qui a eu, au même moment, cette réflexion : « Il faut qu'il éjacule, c'est la seule façon que ça arrête. »

Quelques secondes plus tard, elle a senti Gilbert Rozon se caresser de longues secondes avant d'éjaculer sur son dos. « Tout s'est calmé ensuite », a dit en soupirant la femme maintenant âgée de 59 ans.

Mme Courcelles a déjà été victime d'une agression sexuelle lorsqu'elle avait quatre ans. Déjà traumatisée par sa première agression, elle a évoqué les conséquences de cette nuit sur sa vie, allant de graves dépressions à des difficultés à maintenir une carrière stable : « *Le feeling* de dire que tu es une femme, une proie, en danger... ce



Gilbert Rozon quittant le palais de justice de Montréal au terme de la deuxième journée de son procès civil. Élisabeth Marchildon, L'Atelier

deuxième événement me l'a confirmé », dit-elle en sanglots.

La présumée victime a ajouté avoir eu « l'impression d'avoir passé à côté de sa vie ». Après plusieurs rencontres avec des psychologues dans les dernières années, un rapport a récemment indiqué qu'elle était « inapte à travailler ».

Oublier pour survivre

Les avocats de Gilbert Rozon ont concentré leur contre-interrogatoire sur des incohérences entre le témoignage de Mme Courcelles et des déclarations passées. Lors de son témoignage, elle a affirmé avoir rencontré le lendemain matin de la présumée agression son supérieur immédiat, Richard Bleau. Dans cet échange, elle a mentionné que M. Rozon l'a « forcée à passer la nuit chez elle ». « En disant ça, je pensais que je disais tout. Je pensais qu'il avait compris, mais on n'en a jamais reparlé. »

Lors de son contre-interrogatoire, une des avocates de la défense, Mélanie Morin, a déposé en preuve une entrevue accordée à

Radio-Canada en 2017 par la plaignante pour souligner, selon elle, une contradiction avec son témoignage. Dans cet extrait, elle affirmait avoir « tout déballé » à Richard Bleau dès le lendemain de l'incident, ce qu'elle a réinterprété en cour : « Quand je disais, j'ai tout déballé, je ne sais pas ce que je voulais dire, ce n'est pas clair. »

La défense a également insisté sur de présumées lacunes dans sa mémoire des événements, en mettant en avant le temps écoulé depuis les faits. Mme Courcelles a reconnu les défis liés à la reconstitution de souvenirs précis : « J'ai essayé de supprimer ces images de ma mémoire pour survivre. »

Au début du témoignage de Mme Courcelles, l'avocate de la défense lui a clairement indiqué de préciser si elle n'était pas en me-

« Il faut qu'il éjacule, c'est la seule façon que ça arrête »
– Guyline Courcelles

sure de répondre aux questions, puisque la majorité des questions se concentraient sur les souvenirs de la plaignante.

Cette dernière répondait fréquemment qu'elle n'était pas en mesure de donner des détails précis sur les événements relatés par la défense, préférant ainsi ne pas répondre aux questions.

Mémoire et fiabilité

Ce procès civil pose des enjeux récurrents dans les affaires de violences sexuelles. La stratégie de la défense repose largement sur la remise en question de la mémoire et de la fiabilité des plaignantes.

Pour Mme Courcelles, ce processus représente une quête de justice et de reconnaissance, malgré les doutes soulevés en salle d'audience. « J'étais prête à faire ce qu'il fallait pour aider à ma guérison. » Les témoignages à venir des autres plaignantes joueront un rôle crucial dans l'issue de ce procès, où la crédibilité des parties sera examinée avec attention.

Le procès se poursuit mercredi pour se conclure en mars 2025.

Jay-Z conteste l'anonymat de la plaignante

OLIVIER CHÊNEVERT
L'Atelier

Le géant du rap a récemment déposé une requête pour que la plaignante l'accusant de viol révèle son identité.

Jay-Z, de son vrai nom Shawn Carter, a été accusé dimanche d'avoir agressé sexuellement une adolescente de 13 ans en compagnie de Sean « P. Diddy » Combs, déjà mêlé à des allégations de viols, en 2000.

Carter, par l'entremise de son

avocat, M^e Alex Spiro, demande à la présumée victime « soit le rejet des allégations, soit la divulgation de l'identité de la plaignante », qui a déposé l'accusation sous le nom de Jane Doe.

Dans sa requête, l'avocat de l'interprète des succès *Empire State of Mind* et *Numb/Encore*, mentionne que son homologue du clan adverse, M^e Tony Buzbee, « n'a actuellement fourni aucune déclaration sous serment ni aucun renseignement factuel précis pour justifier l'affaire ou l'anonymat ».

Les événements se seraient déroulés après l'annuelle remise de prix des MTV Music Awards, à New York.

Des allégations « odieuses »

Le rappeur, qui prétend avoir « un code d'honneur très strict », a rapidement réagi aux allégations de la plaignante dans un communiqué, en qualifiant celles-ci d'« odieuses » et en affirmant que « quiconque commettrait un tel crime contre un mineur devrait

être mis sous les verrous ».

« Je vous implore de déposer une plainte au pénal, et non au civil », a-t-il renchéri.

De son côté, P. Diddy est présentement incarcéré à New York, en attente d'un procès pénal fédéral en mai 2025. Le quinquagénaire est accusé d'être le cerveau d'un réseau de trafic sexuel.

Celui dont le nombre de victimes potentielles s'élève à plus de 100 a plaidé non coupable à de multiples reprises, mais s'est vu refuser la libération sous caution trois fois.



Dans son texte publié sur Truth Social, Donald Trump affirme attendre avec impatience de revoir le « gouverneur » pour continuer de discuter des tarifs et des échanges commerciaux. Compte X de Justin Trudeau

« Grand État du Canada »

ANNABEL OUELLET
L'Atelier

Plus d'une semaine après avoir suggéré que le Canada devienne le 51e État américain, Donald Trump est revenu mardi à la charge en qualifiant Justin Trudeau de « gouverneur du Grand État du Canada », des propos qui rabaissent l'allié canadien selon des analystes.

Cette nouvelle publication, sur son média Truth Social, fait référence à une « blague » qui aurait été lancée par le président désigné des États-Unis, lors du souper du 29 novembre à Mar-a-Lago, en réponse aux inquiétudes de Justin Trudeau quant aux tarifs douaniers de 25 % que M. Trump a affirmé vouloir imposer au Canada et au Mexique dès son entrée en poste en janvier prochain. Selon un texte publié par Fox News, M. Trump aurait suggéré que le Canada devienne le 51^e État américain et que M. Trudeau en devienne le gouverneur.

Le président désigné conclut mardi sa publication sur Truth Social en affirmant que le résultat futur des conversations avec le « gouverneur » sera « spectaculaire pour tous ».

Un sens derrière ces mots

D'après David Grondin, professeur titulaire au Département de communication à l'Université de Montréal, la proposition de Donald Trump d'intégrer le Canada aux États-Unis est une façon de laisser entendre que « le Canada dépend des États-Unis comme un État au sein des États américains, ce qui n'est évidemment pas le cas ».



François Legault était à Paris pour la réouverture de Notre-Dame et s'est entretenu avec Donald Trump, Justin Trudeau étant absent. Compte X de François Legault

M. Grondin souligne tout de même une « dépendance économique très forte » envers les États-Unis, puisqu'il est le premier partenaire commercial du Canada.

Professeur de science politique à l'Université Concordia, Graham Dodds pense qu'il ne faut pas toujours prendre les propos de M. Trump au pied de la lettre, car il dirait beaucoup de choses qu'il ne pense pas et changerait fréquemment d'avis. « Peut-être que c'est juste une perte de temps de s'attarder sur toutes les choses qu'il dit, mais c'est tout de même certainement une insulte, ce n'est pas le genre de choses qu'un chef d'État devrait dire », ajoute-t-il quant à la publication sur Truth Social.

Selon M. Grondin, cela relèverait plutôt d'une tactique pour « forcer les gens à agir ». « Donald Trump est un maître pour utiliser les médias, et je dirais que les médias tombent dans le panneau chaque fois », souligne-t-il.

Quant aux délais de plus de 10 jours entre le souper à Mar-a-Lago et la publication de Donald Trump, M. Grondin affirme que la démarche pour faire vivre les ragots, bien qu'elle soit « enfantine », n'est pas surprenante venant du « personnage ».

Legault à Paris

Lors de la cérémonie de réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris, le premier ministre du Québec, François Legault, a été invité par le président français, Emmanuel Macron, à rencontrer Donald Trump. David Grondin y voit une forme d'entraide : « Il y a une volonté ici de pouvoir collaborer entre alliés, entre alliés francophones notamment. »

« Trudeau, Legault et de nombreux chefs mondiaux essayent de rencontrer Trump, et ce, même avant qu'il ait été élu comme futur président, affirme Graham Dodds. Bien entendu, il y a des inquié-

tudes, et ils font ce qu'ils peuvent pour que les choses se passent aussi fluidement que possible. »

Relations futures

Selon David Grondin, la relation du Canada et des États-Unis lors du mandat de Donald Trump dépendra « de ce qui se passera dans les prochaines élections fédérales canadiennes ».

Pour Graham Dodds, il est difficile de prévoir ce que seront les relations du Canada avec les États-Unis lors du mandat présidentiel de M. Trump. « Quand Donald Trump est impliqué, je ne fais plus de prévision parce qu'il est très imprévisible », explique-t-il.

M. Dodds affirme avoir fait des recherches avec des collègues en Europe sur les élus conservateurs qui font un mandat, perdent leur deuxième élection et sont réélus par la suite.

En se basant sur ces études, il pense que le deuxième mandat présidentiel de Donald Trump risque d'être ponctué de plusieurs changements institutionnels importants.

Dans la mesure où le Canada deviendrait le 51^e État des États-Unis, David Grondin croit que la subordination des provinces demeurerait, mais à des niveaux moins importants et que le Canada deviendrait probablement « l'État le plus peuplé des États-Unis ». M. Grondin souligne que ce scénario est improbable.

Graham Dodds croit également que le Canada n'est pas près de se joindre aux États-Unis : « Le Canada est un pays fièrement indépendant, je ne pense pas que les Canadiens veulent faire partie de l'Amérique de Donald Trump. »

DÉFICIT FÉDÉRAL

La cible des 40 milliards est ratée

OLIVIER CHÉNEVERT
L'Atelier

La ministre des Finances du Canada, Chrystia Freeland, a tiré un trait sur la cible déficitaire de 40 milliards de dollars ou moins, établie lors de la dernière mise à jour budgétaire. Cet objectif est l'un des trois que la vice-première ministre avait fixés en avril.

Elle a toutefois confirmé que la cible à l'égard du ratio dette/PIB serait honorée. Selon Mme Freeland, le respect de cet objectif « est une façon de démontrer que les finances publiques sont viables ».

Bien qu'elle ait jeté l'éponge à propos du maintien du déficit sous la barre des 40 milliards de dollars, Mme Freeland a évité de s'avancer sur le chiffre exact de l'excédent budgétaire.

Le directeur parlementaire du budget, Yves Giroux, a affirmé en octobre dernier que le déficit d'Ottawa se hissait à 46,9 milliards.

Tension palpable chez les libéraux

L'échec de l'objectif déficitaire n'est pas la seule faille dans l'armure des libéraux. Le grand quotidien torontois *The Globe and Mail* a rapporté mardi que les équipes des clans Freeland et Trudeau avaient maille à partir avec deux mesures économiques, soit le congé de TPS durant deux mois et l'allocation d'un chèque de 250 \$ aux travailleurs canadiens au revenu annuel net inférieur à 150 000 \$.

Ces deux mesures, considérées comme « électoralistes » par 71 % des Québécois dans un sondage Léger, engendreraient respectivement des dépenses de 1,5 milliard et 4,7 milliards, au grand dam du ministère des Finances, qui les contesterait.

Le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, en tête dans les sondages, a exigé « qu'on arrête d'endetter les citoyens ».



La ministre des Finances, Chrystia Freeland, annoncera lundi que le déficit du Canada dépassera 40 milliards. Lars Hagberg, AFP

« Enfer estival » et ouragans dévastateurs

Les dix pires événements météo de l'année dévoilés

MAREK CAUCHY-
VAILLANCOURT
L'Atelier

« Enfer estival à Jasper », ouragans en Ontario et au Québec causant plus de 2,5 milliards de dommages : durement touché par les changements climatiques, le Canada devra s'adapter aux phénomènes extrêmes, assurément appelés à augmenter. Dévoilant mardi dernier sa liste des 10 phénomènes météorologiques les plus marquants de 2024, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) pointe du doigt « les changements climatiques qui amplifient à la fois la fréquence et la gravité de certains types de phénomènes météorologiques extrêmes ».

« L'enfer estival de Jasper »

Défigurant le parc national de Jasper en Alberta, les feux de forêt sont en tête du triste palmarès des événements climatiques extrêmes. Plus de 25 000 résidents et touristes ont dû fuir ce haut lieu touristique du Canada. Theresa Westhaver faisait partie des évacués. « Je mettais au lit mon enfant lorsque j'ai reçu un appel me demandant si j'avais vu les feux. J'ai regardé par la fenêtre et j'ai vu les arbres courbés par le vent et le ciel jauni par la fumée. J'ai su qu'il était temps de quitter la ville, même si l'ordre d'évacuation n'était pas encore tombé », raconte-t-elle à *L'Atelier*. « Depuis les feux, le paysage n'est plus pareil. La rivière ne se ressemble plus, la forêt non plus. [...] C'est comme vivre un deuil », souffle-t-elle au téléphone. Theresa Westhaver n'est pas revenue à Jasper, en raison des « risques majeurs pour la santé » causés par émanations : elle craint les impacts sur la santé de son enfant de trois ans.



Les feux de forêt ont brûlé près de 30 % de la ville de Jasper, emblème des Rocheuses canadiennes. AFP

Les feux de cet été, qu'ECCC qualifie d'« enfer estival de Jasper », ont brûlé près de 30 % de la ville et causé plus de 880 millions de dollars en dommages, en faisant le deuxième feu parmi les plus coûteux de l'histoire du Canada. Les changements climatiques auraient tendance à augmenter les conditions météo favorables aux feux, comme du temps chaud et sec.

Des rivières tombant du ciel

« Des rivières tombaient du ciel ce soir-là », dit Daniel Mallette, résident de Valleyfield au sous-sol ravagé par la tempête Debby. En seconde position du classement d'ECCC, les inondations causées par les ouragans *Debby* et *Béryl* ont engendré plus de 2,5 milliards en dommages assurés, devenant ainsi la catastrophe

climatique la plus coûteuse de l'histoire du Québec, selon Catastrophe Indices and Quantification Inc.. Pour Daniel Mallette, il est difficile, voire impossible, de se prépa-

« Des rivières tombaient du ciel. » – Daniel Mallette

rer à des précipitations d'une telle envergure : « Chez mon ami, l'eau rentrait par les fenêtres du sous-sol, par la toilette, par la douche, par les craques dans le plancher, par les murs, par les égouts, par le drain. L'eau rentrait de partout. On ne peut pas se préparer à ça. » Le palmarès d'ECCC comporte également des événements comme la pluie de grêlons frappant Calga-

ry, ou encore un mois de janvier glacial en Alberta.

Limiter les conséquences

Est-il possible de limiter les conséquences de ces phénomènes extrêmes? Pour le professeur en géographie à l'Université de Montréal Benjamin Gwineth, il serait possible de mettre en place « des toits froids, de l'ombrage et de la végétation » pour limiter les contrecoups de vagues de chaleur. De plus, « on pourrait créer des cartes d'inondations et construire en dehors de ces zones inondables » ou encore mettre en place des « parcs éponges conçus pour permettre à l'eau de s'infiltrer et non de s'écouler », selon lui. L'expert souligne toutefois l'importance de réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui jettent de l'huile sur le feu des changements climatiques.

Démission du président de Lion Électrique

MAREK CAUCHY-
VAILLANCOURT
L'Atelier

Le président de Lion Électrique, Nicolas Brunet, a démissionné le 1^{er} décembre, jour même où l'entreprise annonçait la mise à pied de 400 employés, a rapporté *mardi Bloomberg*. Depuis septembre 2023, Nicolas Brunet avait le mandat de rendre rentable le producteur d'autobus et de camions électriques. Le titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'université McGill était auparavant vice-président et directeur financier de 2019 à 2023. Lion Électrique traverse une importante crise de liquidité : l'entreprise a jusqu'au 16 décembre pour s'entendre avec un groupe d'investisseurs et sauver ses activités. Pour baisser sa dette de 293 millions de dollars, l'entreprise de Saint-Jérôme a vendu à Aéroports de Montréal son « centre de l'innovation » le 5 décembre dernier, pour 50 millions. Selon Louis Hébert, professeur titulaire de HEC Montréal, « le design des produits de Lion change trop vite », créant d'importantes augmentations de coût dans le processus de fabrication. Le représentant de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale Éric Rancourt estime quant à lui que le gouvernement fédéral n'a pas subventionné l'entreprise comme il l'a promis par le biais du fonds pour le transport en commun à zéro émission. « Il devait y avoir 500 véhicules par année destinés à Lion, mais ils n'ont jamais été au rendez-vous », dit le représentant syndical. En cas de faillite de l'entreprise, Québec pourrait perdre jusqu'à 128 millions de dollars et Ottawa environ 30 millions de dollars. En plus de la mise à pied de 400 employés le 1^{er} décembre, Lion Électrique a également congédié 100 employés en février, 120 en avril et 300 en juillet.



Nicolas Brunet a démissionné de son poste de président de Lion Électrique le 1^{er} décembre. *Lion Électrique*

Le CQDE poursuit le gouvernement du Québec

GABRIEL JULLIEN
L'Atelier

Le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) a décidé d'engager des poursuites contre le gouvernement du Québec, le sommant de mettre en ligne un registre public d'information environnementale, tel que le prévoit la loi depuis 2018. L'organisme avait déjà entamé des procédures judiciaires dans le dossier Northvolt pour obtenir une injonction forçant une étude environnementale sur le terrain de

l'entreprise en Montérégie. Elles s'étaient soldées par une victoire de la firme suédoise. Le CQDE est revenu à la charge mardi en poursuivant le gouvernement du Québec afin que le ministère de l'Environnement divulgue le registre public d'informations des projets environnementaux, tel que prévu par la réforme de la Loi sur la qualité de l'environnement. La directrice du CQDE, Geneviève Paul, soutient que « c'est le seul article de la réforme de 2018 qui n'est pas mis en œuvre ». « On est obligés de se tourner

vers les tribunaux après huit ans de demandes afin que le gouvernement respecte la loi », a expliqué la directrice. Le registre « permettrait très concrètement à la population de bien comprendre ce qui se passe sur le territoire pour ensuite pouvoir agir », a soutenu Mme Paul. Le ministre invoque des défis technologiques Le ministre québécois de l'Environnement, Benoit Charette, justifie l'absence d'un registre par des défis technologiques. Le proces-

sus de création d'un tel registre prend beaucoup plus de temps que prévu », a-t-il justifié. Mme Paul a confié à *L'Atelier* que « huit ans plus tard, avec la volonté politique, les défis technologiques seraient surmontés ». La directrice du CQDE a déploré aussi le fait que l'absence de réponse du gouvernement serait en fait révélatrice de la mise au second plan de l'aspect écologique, « dans ce dossier-ci, en tout cas, il n'en a pas fait une priorité, et ce n'est pas acceptable ».

L'Arctique au cœur des préoccupations canadiennes

THÉO CANTIN
L'Atelier

La nouvelle politique du Canada en Arctique a été annoncée vendredi dernier par la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly. Le passage du Nord-Ouest est un enjeu principal dans cette région chaudement disputée.

« Les changements climatiques ont vraiment changé la donne. Le passage du Nord-Ouest est pourvu de moins en moins de glace, même en hiver. C'est donc un passage express entre l'Asie et l'Europe », explique l'auxiliaire en enseignement à l'Université de Montréal au département de science politique Olivier Sabourin.

Le directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques, Frédéric Lasserre, écrivait en 2008 que la distance entre Londres et Tokyo était de 23 300 km en utilisant le canal de Panama. Cette distance diminuerait à 15 700 km avec l'utilisation du passage du Nord-Ouest.

Cette réduction de trajet suscite les convoitises : la Russie et la Chine tentent d'être en position de force dans l'Arctique. En juillet 2024, ces deux pays ont mené des exercices militaires communs dans le Grand Nord de la Russie.

« Compte tenu de l'importance stratégique que la Russie accorde à sa région arctique, le Canada s'attend à ce que ces activités se poursuivent », est-il écrit dans la nouvelle politique étrangère du Canada pour l'Arctique.

« La Chine, en particulier, a af-



Un bateau canadien naviguant dans le passage du Nord-Ouest Clément Sabourin, AFP

firmé son ambition de devenir une grande puissance polaire d'ici 2030 », peut-on lire sur le site du gouvernement du Canada.

Mélanie Joly a pour sa part déclaré que « nous vivons dans un monde difficile et nous devons réagir avec fermeté. La concurrence s'intensifie dans le monde entier, et l'Arctique n'est pas épargné. [...] Nous devons adopter une nouvelle approche pour promouvoir nos intérêts nationaux et garantir un Arctique stable ».

« Il y a donc plusieurs puis-

sances mondiales qui veulent avoir accès à ce passage-là, qui est présentement la souveraineté du Canada », indique M. Sabourin.

Canadien ou nord-américain ?

« Je suis concerné par la nouvelle Politique, puisque ce n'est pas vu comme l'Arctique canadien, mais l'Arctique de l'Amérique du Nord. Cela signifie que le Québec et le Canada ne sont pas les seuls acteurs dans la région », estime l'ancien député libéral Ro-

bert-Falcon Ouellette.

Outre la Chine et la Russie, les États-Unis et le Danemark ont des intérêts dans la région. Par exemple, le Canada et le Danemark se sont mis d'accord en 2022 pour établir une nouvelle frontière maritime proche du Groenland. Le Canada et les États-Unis connaissent aussi un différend frontalier maritime.

« Pour moi [cette politique] est un moyen de dire qu'on n'a pas le contrôle complet de cette région », conclut M. Ouellette.

Des enjeux autochtones en Arctique

THÉO CANTIN
L'Atelier

L'importante croissance que la connaître la vaste région Arctique pourrait permettre aux Inuits d'avoir davantage de leviers pour négocier auprès du gouvernement, estime l'auxiliaire en enseignement à l'Université de Montréal Olivier Sabourin. Environ 50 000 Inuits du pays vivent en Arctique.

« Donc, d'une certaine manière, ils vont avoir une augmentation de l'autodétermination, de meilleures ressources, de meilleures institutions potentiellement. L'autodétermination, dans la vision autochtone, c'est un contrôle accru des territoires », explique par ailleurs M. Sabourin.

La Politique étrangère du Canada pour l'Arctique inclut la remise en place du poste d'ambassadeur aux affaires arctiques. L'ambassadeur sera une personne autochtone. Le gouvernement Harper avait mis fin au poste en 2006.

Qui succédera à Valérie Plante? La course est lancée

NIKI LASSERRE
L'Atelier

La course à la succession de la mairesse sortante, Valérie Plante, a commencé mardi chez Projet Montréal. L'ancien président de la formation Guedwig Bernier s'est lancé avec la ferme intention de réconcilier la Ville et le secteur privé.

Guedwig Bernier est le premier à avoir annoncé sa candidature. Non élu jusqu'à présent, il devra faire ses preuves dans la course à la chefferie. Un aspect qui ne fait pas peur à l'ancien président de Projet Montréal : il se prépare déjà pour les prochaines élections.

« Je me fais interpellé par les Montréalais sur différents niveaux et enjeux où j'ai eu à trouver des réponses. Ça fera presque cinq ans que je suis président de Projet Montréal et j'ai assisté à presque tous les caucus concernant les enjeux politiques », a-t-il indiqué à *L'Atelier*.

Directeur des ventes et de marketing de carrière, il aura pour

priorité de réduire les dépenses publiques par la privatisation du secteur de la construction de la Ville de Montréal.

En raison de son expérience, M. Bernier veut reconstruire une relation de confiance entre la Ville et le monde de la finance.

« Il faut penser à l'extérieur de la boîte »
- Guedwig Bernier

Il insiste : « J'ai 25 ans dans le milieu des affaires. On doit s'assurer d'avoir une meilleure collaboration en avant avec nos entrepreneurs et les différents intervenants qui sont dans nos projets pour pouvoir trouver une façon de réduire les coûts des projets. Il faut penser à l'extérieur de la boîte. »

Le maire du Plateau-Mont-Royal, Luc Rabouin, ne se prononce pas encore officiellement quant à sa candidature, mais se-

lon *La Presse*, il devrait se lancer officiellement jeudi.

Selon les informations de Radio-Canada, Gracia Kasoki Katakwa aurait annoncé lors d'un gala samedi dernier ses intentions de remplacer Valérie Plante, qui a annoncé en octobre qu'elle n'avait pas l'« énergie » pour briguer un troisième mandat.

Le conseiller municipal Robert Beaudry, dont la candidature était pressentie, a annoncé mardi qu'il ne se lancerait pas dans la course.

« Bien que le défi soit passionnant, les derniers mois ont été très mouvementés à plusieurs égards, si bien que je ne me sens pas en mesure de m'engager pleinement dans cette magnifique course », a-t-il déclaré sur Facebook.

« Je sais qu'il est aussi important de prendre soin de notre vie familiale. Je souhaite donc, au cours des prochains mois, pouvoir nous consacrer plus de temps et soutenir ma femme dans sa propre réalisation professionnelle. »

Le dépôt des candidatures reste ouvert jusqu'au 31 janvier 2025.

Tentative de suicide d'un ex-ministre coréen

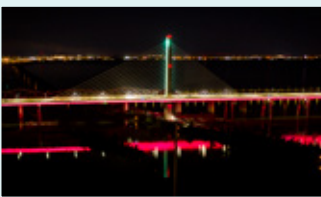
L'ex-ministre de la Défense de la Corée du Sud Kim Yong-hyun a tenté de se suicider en détention, après avoir été arrêté pour son rôle dans la brève instauration de la loi martiale, selon l'agence Yonhap. Celle-ci avait été en vigueur quelques heures durant la nuit entre le 3 et le 4 décembre. Kim Yong-hyun avait alors tenté d'envoyer des soldats et des hélicoptères au parlement, mais il avait été obligé de retirer ses ordres. Celui-ci a démissionné de son poste au lendemain de l'insurrection. Il était déjà détenu depuis dimanche dernier, avant de se faire formellement arrêter le 11 décembre.

EL

Un premier corps policier autochtone en Ontario

Le Service de police Nishnawbe-Aski (NAPS) sera le premier corps policier en Ontario à être reconnu par la *Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers*. Le gouvernement a annoncé mardi un financement de 514 millions de dollars qui permettra d'y doubler le nombre d'agents, qui seront dorénavant considérés comme des policiers à part entière. Formé en 1993 à la suite d'une entente de principe, le NAPS dessert 34 communautés autochtones. La consécration permettra au NAPS d'avoir accès aux ressources nécessaires pour fournir des services de police culturellement adaptés.

M.P.



Lumières sur le pont Samuel-De Champlain

En honneur de la Journée internationale des droits de l'homme, le pont Samuel-De Champlain s'est illuminé en jaune et bleu, qui sont les couleurs représentatives de l'occasion. Ce spectacle de lumière s'est déroulé mardi en fin d'après-midi jusqu'à 1 h. Le 10 décembre marque en effet l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par les Nations unies, en 1948.

ELE

ÉDITORIAL

Le Québec à bras fermés

TOMY TANGUAY
JULIA MYLES
Chefs de nouvelles, L'Atelier

Le gouvernement devrait trouver des solutions aux problèmes sur lesquels il doit agir au lieu de perdre son temps à chercher des coupables et à faire de l'immigration son bouc émissaire. Semaine après semaine, la CAQ s'entête à blâmer les immigrants pour une bonne proportion des maux du Québec. Selon elle, l'immigration serait la cause des retards dans les maternelles 4 ans, de « 100 % » des problèmes en logement ou encore de la menace à la langue française. Manque d'enseignants au niveau primaire, stagnation de la construction de logements, compressions en francisation : la CAQ semble oublier que la responsabilité de ces problèmes lui revient et qu'ils sont issus d'une gestion défailante. Elle n'arrive pas à faire correspondre ses actions à la valeur de l'apport des immigrants, sans qui le système s'écroulerait.

Une rhétorique fautive

Par exemple, le gouvernement annonçait la semaine dernière des coupes en francisation provoquant la fermeture de classes dans des centres de services scolaires, après avoir en février accusé les immigrants d'avoir un impact sur l'avenir de la langue française. À la suite de manifestations d'immigrants devant l'Assemblée nationale et à Montréal, 10 millions de dollars ont été trouvés et investis pour pallier ces coupes et corriger le tir.

Serait-ce le monde à l'envers que des immigrants militent pour être francisés tandis qu'un gouvernement faisant de la langue française son cheval de bataille fait des coupes dans ce domaine? Il ne faut pas oublier que la culture s'est construite autour et grâce à la présence des immigrants. Rappelons que ce sont des gens qui depuis des siècles ont choisi le Québec comme terre d'accueil et choisissent d'en faire leur maison, apportant avec eux un bagage culturel qui contribue à forger l'identité québécoise, dont ils semblent gardés à l'écart par la CAQ.

Une ouverture à l'autre

Les réalités vécues par les gens qui arrivent au Canada diffèrent également les uns des autres. Sauf qu'aux yeux du gouvernement, tous sont réduits à l'étiquette d'« immigrants ». Sous ce mot sont regroupés des conjoints de citoyens, des travailleurs étrangers, des réfugiés politiques, des étudiants étrangers. Au-delà du mot « immigrant », il y a des gens qui viennent au Québec pour accéder à de meilleures conditions de vie et se heurtent au mur d'un gouvernement qui ne voit pas leur humanité.



En 2023, l'immigration économique représentait environ 69 % des admissions. Tomy Tanguay, L'Atelier

La richesse sous-estimée de l'immigration régionale

MAÏTÉ PARADIS
L'Atelier

La vie abordable, la tranquillité rurale et la forte demande en main-d'œuvre font de Plessisville une des nombreuses villes en région revitalisées grâce à l'immigration. Les travailleurs étrangers sont pourtant nombreux à envisager un retour vers leur pays natal. « On manque de logements, et c'est à cause des immigrés [apparemment] », s'insurge Laurent Martineau, propriétaire de la Tabagie Bélanger à Plessisville. « Pour faire plus de logements, qu'est-ce que ça va prendre? Il manque des travailleurs en construction. Ça aussi, c'est à cause des immigrés qu'il manque des travailleurs en construction? C'est des non-sens. » M. Martineau se moque de la manière dont le gouvernement semble « prendre les choses à l'envers » concernant l'immigration, mais il est tout à fait sérieux lorsqu'il affirme que son commerce a survécu grâce aux travailleurs temporaires. Maintenant spécialisée dans la vente de produits latinos, comme des churros, des biscuits à la goyave et des Pulparindo, ces bons-bons au tamarin, la petite tabagie bourdonne de couples et de familles venus faire leurs emplettes. Le commerce avoisinant, le restaurant mexicain Las Chilanguitas, était fortement achalandé dimanche dernier, malgré la tempête qui s'abattait sur la ville. L'atmosphère chaleureuse et festive détonnait avec les rues



José Alfredo Patlan est propriétaire de Las Chilanguitas depuis 2 ans. Tomy Tanguay, L'Atelier

froides et silencieuses de cette petite ville d'un peu moins de 10 000 habitants du Centre-du-Québec connue pour son industrie agroalimentaire et son sirop d'érable. « Nous venons contribuer à l'économie québécoise et nous trouvons le gouvernement injuste en plus de nous mettre des obstacles, nous qui payons des impôts », témoigne José Alfredo Patlan, qui gère le restaurant depuis deux ans avec l'aide de sa femme et ses filles. **Avenir incertain** Également soudeur à temps plein chez Plessitech, ce père de famille envisage de vendre son commerce dès l'année prochaine en raison de l'insécurité causée par les nouvelles règles gouvernementales concernant l'immigration. « Les gens sont stressés, ils ont peur, tout le monde pense à retourner dans son pays », souligne-t-il.

Selon le maire de Plessisville, Pierre Fortier, l'immigration a augmenté considérablement au cours des cinq dernières années. Issus principalement des pays d'Amérique du Sud, les nouveaux arrivants ont complètement changé le visage de la ville. « Il y a plus d'activités dans le centre-ville, il y a plus de monde dans nos écoles, dans notre parc industriel », constate-t-il. « On les voit beaucoup, ce sont des gens qui s'impliquent et qui ont plusieurs enfants. C'est dynamique, c'est le fun. » Cette importante clientèle hispanophone a entraîné l'apparition de plusieurs commerces maintenant bien établis dans la rue principale, dont le restaurant mexicain, le dépanneur spécialisé en produits latinos et un salon de coiffure dont le propriétaire est originaire du Nicaragua.

« Réel besoin »

Lui-même propriétaire d'une entreprise de canneberges, Les atocas de l'érable, M. Fortier rapporte avoir « facilement doublé [sa] production agricole grâce [aux travailleurs saisonniers]. Puis dans plusieurs productions agricoles au Québec, c'est comme ça ». Les immigrants apportent plusieurs compétences spécifiques et une expertise technique qu'il peut être difficile de trouver localement. « Ce n'est pas pour rien que les employeurs se tournent vers la main-d'œuvre internationale. On a un réel besoin, avec nos régions vieillissantes », explique Mélanie St-Pierre, chargée de projet chez Impact Emploi, un organisme qui s'occupe de l'intégration des nouveaux arrivants dans la MRC de l'Érable. **Usines agrandies** Le maire Fortier rapporte que la ville a agrandi plusieurs de ses usines dans les dernières années grâce aux nombreux emplois pourvus par l'immigration, et quatre sont encore en projet d'expansion importante. Une de ces usines compte 100 employés provenant de l'immigration sur 130, soit plus de 3 travailleurs sur 4. « Je crois que diminuer la main-d'œuvre, l'immigration, d'une façon drastique, va avoir un effet très néfaste sur l'économie », affirme M. Fortier. « Ils ne sont pas juste en industrie les immigrés. Ils sont dans les maisons des personnes âgées. Ils sont dans le système de santé. Ils sont dans le commerce. Ils sont partout. »

Le logement, un casse-tête pour les étudiants internationaux

GABRIEL JULLIEN
L'Atelier

« Trouver un logement à Montréal quand tu es un inter c'est un mélange entre *Hunger Games* et la roulette russe », lance Thibaud, un étudiant français de l'Université de Montréal. Dans un marché immobilier montréalais au bord de l'implosion, dénicher un logement acceptable est un véritable défi pour les étudiants étrangers.

Au point que la volonté des universités d'attirer davantage d'étudiants internationaux, qui représentent un peu moins de 20 % des effectifs universitaires, est aujourd'hui freinée par l'offre limitée en logement à Montréal, pourtant classée meilleure ville étudiante en Amérique du Nord cette année par le groupe spécialisé Quacquarelli Symonds.

Des étudiants étrangers, venant des quatre principales universités montréalaises (UQAM, UdeM, McGill et Concordia), témoignent à *L'Atelier* de leurs parcours du combattant pour trouver un appartement.

Thibaud, à la maîtrise en cinéma à l'UdeM, a connu une histoire locative tumultueuse à son arrivée dans la métropole. « J'ai failli me faire arnaquer avant même d'arriver à Montréal », dit-il à *L'Atelier*, en expliquant comment il a dû déménager trois fois en quatorze mois.

La deuxième fois, « le propriétaire a mis un mois à enlever de la moisissure dans la cuisine [...] il nous a menacés de nous virer de l'appartement pour des raisons improbables », raconte-t-il. « J'ai dû m'informer moi-même sur mes droits. La régie du logement ne nous a pas du tout aidés. »

Les espoirs brisés

Éléa, doctorante à l'UQAM en histoire ancienne, nous explique que sa situation en résidence universitaire s'est détériorée au fil du temps, avec des tensions au sein de sa colocation étudiante de huit personnes et des commodités défectueuses. « Dans des situations où il peut y avoir mise en danger de la personne, ils [l'UQAM] sont très lents à réagir », confie la doctorante.

« L'UQAM n'est vraiment pas impliquée dans ses résidences. Le bien-être des étudiants n'est clairement pas une priorité pour l'Université », dénonce l'étudiante.

Des étudiants de l'UdeM déplorent des appartements trop petits (approximativement 9 m²) et des commodités comme les douches ou les salles de bain partagées avec tout l'étage. « J'ai des amis qui ont déjà vu des cafards ou de la moisissure dans leurs appartements », témoigne un étudiant



Les résidences universitaires sont souvent le choix par défaut des étudiants, faute d'autres options convenables. *Élisa Marchildon, L'Atelier*

de l'UdeM en droit.

« Et quand on pointe du doigt le problème, l'UdeM dit qu'on s'occupe mal des logements », rajoute un autre étudiant.

Dans les universités anglophones comme McGill, ce sont les prix et l'omerta qui planent au-dessus des problèmes de logements qui sont montrés du doigt.

« Moi, mon père, il n'est pas diplomate, donc je dois partager 12 m² avec un mec que je déteste », dénonce un étudiant de McGill en ingénierie, souhaitant rester anonyme par peur que son témoignage lui porte préjudice. Pour accéder à un studio simple avec toilette incluse à McGill, il faut déboursier 680 dollars par mois.

La colocation, une fausse bonne idée?
Certains étudiants témoignent

« **Moi, mon père, il n'est pas diplomate, donc je dois partager 12 m² avec quelqu'un que je déteste** »
– Étudiant de McGill

d'escroquerie, de colocations ayant tourné au cauchemar, voire de craintes d'agression. « Quand tu es une fille étrangère et que tu cherches une coloc, ça peut être

une source de stress supplémentaire », confie à *L'Atelier* Amélie, étudiante en génie civil à Concordia. « J'ai vécu un enfer dans mes trois colocations à tel point que je me suis résignée à prendre un studio en résidence étudiante au-dessus de mes moyens », ajoute-t-elle.

L'étudiante explique ensuite avoir subi des pressions pour réaliser des actes sexuels de la part de ses anciens colocataires masculins. À son arrivée à Montréal, dans son premier appartement, elle confie avoir été flouée par un couple dissimulant sa relation afin d'avoir une troisième partenaire sexuelle à proximité. « J'ai failli tout plaquer et rentrer, je voulais juste me sentir en sécurité. »

Coupes en français : tourner le fer dans la plaie?

OLIVIER CHÉNEVERT
L'Atelier

Élèves renvoyés, enseignants congédiés, classes fermées : l'incertitude plane en francisation malgré la volonté de nouveaux arrivants d'apprendre la langue de Molière et de Tremblay.

« Nos élèves voulaient vraiment apprendre le français [et] entrer dans le service de francisation. Ils voulaient progresser », a confié à *L'Atelier* Éric Nadeau, un ancien enseignant en francisation à Saint-Georges, en Beauce.

M. Nadeau a été, à l'instar de centaines d'enseignants en français langue seconde au Québec, victime des coupes en francisation. En raison de son poste permanent, celui-ci a été relocalisé en enseignement du français langue première, contrairement à « la majorité de [ses] collègues, qui ont changé d'emploi ».

En mai dernier, le Commissaire à la langue française du Québec, Benoît Dubreuil, notait que la demande en francisation avait augmenté de 46,9 % depuis 2016-2017. Les règles budgétaires n'ont toutefois pas suivi, souligne Vincent Vachon, porte-parole du Collectif francisation, un regroupement d'enseignants dont plusieurs ont subi les conséquences des récentes compressions.

Pour déterminer le budget en francisation, le gouvernement « a décidé de retourner à l'année 2020-2021, où la demande était beaucoup plus faible en raison de la pandémie », dit-il à *L'Atelier*.

De son côté, le gouvernement Legault a blâmé les centres de services scolaires (CSS), qui ont « presque utilisé tout leur budget dans les six premiers mois ».

« La note de trop », selon M. Vachon, qui demande à ce que le gouvernement lui explique « comment 66 CSS feraient la même erreur lors de la même année ».

Québec accordera finalement aux CSS 10 M\$, provenant des économies réalisées par l'abandon de l'allocation pour les étudiants en francisation à temps partiel.

« Plus que le travail »

Arrivé au Québec depuis neuf mois, le Brésilien Eziel Gualberto de Oliveira a dû attendre sept mois avant d'entamer sa formation en francisation à Montréal. À peine retourné sur les bancs d'école, celui qui détient une maîtrise et un doctorat en administration au Brésil s'est fait annoncer que ses cours allaient être suspendus en janvier.

« C'est difficile de trouver un travail avec mon niveau [de français] », avoue M. de Oliveira, qui compte tout faire pour rester au Québec, malgré les coupes en francisation : « J'aime la langue française [...] C'est plus que le travail. On aime les valeurs des personnes. »

70 % des services offerts par Clic Santé sont au privé

NIKI LASSERRE
L'Atelier

Une enquête de *La Presse* révèle que 70 % des services offerts par Clic santé se trouvent dans des cliniques privées, une hérésie pour une plateforme qui a reçu 77 millions de dollars de la part du gouvernement québécois.

Fondée en 2013, Clic Santé est maintenant la plateforme de prise de rendez-vous médical la plus importante au Québec. *La Presse* révèle que plus de la moitié des services disponibles sont payants. Sur un échantillon de 1,3 million de rendez-vous, la plateforme propose, dans 52 % des cas, des options payantes, et dans 70 % des cas, elle aiguille vers des cliniques privées.

L'opposition dénonce un problème plus grave au Québec : la croissance du privé au détriment des services publics. Dans une déclaration à *La Presse*, le porte-parole de Québec solidaire en matière de santé, Vincent Marissal, a dit : « Le travail de recherche de *La Presse* démontre que la CAQ favorise le privé avec des fonds publics et condamne une partie toujours plus grande de la population à payer de sa poche pour obtenir des soins. »

Le ministre de la Santé, Christian Dubé, a réagi sur X, mardi, et a indiqué : « Il y a beaucoup de plateformes présentement et les gens, avec raison, ont du mal à s'y retrouver. » Il se dédouane de toute responsabilité quant à la privatisation de la plateforme : « Précisons que Clic Santé est une entreprise privée qui a plusieurs clients, dont les établissements de santé », a écrit le ministre.

En réponse à l'analyse de *La Presse*, la Confédération des syndicats nationaux, déclare dans un communiqué que « cette plateforme envoie depuis longtemps les personnes qui ont besoin de soins vers le privé, au détriment du réseau public », souligne sa présidente, Caroline Senneville, qui appelle le gouvernement à « mettre fin à l'exode des médecins vers le secteur privé ».

De son côté, l'entreprise Trimoz Technologies, propriétaire de Clic Santé, se défend. Le président, Stéphane Lajoie, déclare : « Si le réseau public augmente son offre de rendez-vous, tous les Québécois bénéficieront immédiatement d'un meilleur accès, puisque c'est ici qu'ils ont le réflexe de prendre leurs rendez-vous. La plateforme ne contrôle pas l'offre de soins, elle ne fait que la refléter. »

Pour remédier au problème, le ministre de la Santé invite les Québécois à utiliser la plateforme gouvernementale Votre Santé.



Le premier ministre du Québec, François Legault, désire envoyer un « message très clair aux islamistes ». Ryan Remiorz, *La Presse canadienne*

Prière de s'abstenir

Legault songe à interdire la prière en public

ELOÏC POTEL
L'Atelier

Le premier ministre du Québec, François Legault, a annoncé qu'il songeait à interdire les prières dans les lieux publics, une mesure légale potentiellement difficile à justifier et qui « trahit un objectif clairement discriminatoire », selon des experts.

Une telle mesure permettrait d'interdire tous rites religieux dans les rues, les parcs et les établissements étatiques de la province. Or, une mesure légiférant sur la pratique religieuse en public serait contraire à la liberté de religion assurée par la Charte canadienne des droits et libertés, selon Anaïs Dussière-Nicols, représentante de l'Association canadienne des libertés civiles (ACLC).

Une éventuelle loi « trahirait un objectif clairement discriminatoire » visant la communauté musulmane, plaide-t-elle.

Selon la représentante de l'ACLC, une mesure légiférant sur la pratique religieuse en public « bafouerait le droit à l'égalité » également garanti par la Charte. Elle déplore que « le gouvernement veuille s'attaquer à une religion en particulier ».

Laïcité ou discrimination?

« Un État laïque ne devrait pas favoriser ou défavoriser une religion », soutient Mme Dussière-Nicols. « Il devrait laisser ses citoyens utiliser les lieux publics, comme les rues et les parcs, pour exprimer leurs opinions et exercer leurs autres droits fondamentaux. » Elle déplore l'utilisation de



Le premier ministre était présent à la messe de réouverture de Notre-Dame, samedi dernier, à Paris. Ludovic Marin, *AFP*

la laïcité au nom d'une mesure défavorable à la pratique de l'islam.

Pour le professeur en Sciences des religions à l'UQAM Frédéric Dejean, la mesure, imaginée par François Legault comme un « message très clair aux islamistes », serait plutôt un appel à la discrimination. « Toutes les fois où on a voulu légitimement contrer l'islamisme, il y a eu des conséquences sur l'ensemble de la communauté musulmane », dit-il.

Il met en garde contre le radicalisme de ce discours, appelant à ne pas confondre l'islamisme – l'utilisation de l'islam pour servir un projet politique – avec de l'entrisme musulman isolé. « Ce serait faux de comparer les événements survenus dans les écoles à de l'islamisme », indique-t-il.

L'acceptabilité critiquée

Une loi pour interdire les rites religieux dans les endroits pu-

blics serait potentiellement jugée comme inconstitutionnelle, selon Anaïs Dussière-Nicols de l'ACLC. Elle serait en opposition avec les Chartes québécoise et canadienne des droits et libertés.

Le gouvernement devrait alors utiliser la disposition de dérogation pour instaurer la mesure, ce qui lui permettrait de mettre sa loi à l'abri de la révision constitutionnelle des tribunaux.

« Lorsque la liberté de religion est limitée, il faut que ce soit pour de bonnes raisons et que le législateur soit en mesure de justifier que la loi est vraiment nécessaire », explique Frédéric Dejean.

La Cour suprême reconnaît que la liberté de religion ne requiert pas de preuve pour statuer sur la validité d'un rite religieux, mais uniquement une croyance, rappelle Mme Dussière-Nicols.

« On n'a pas besoin de nouvelles règles de droit, certainement pas

celles prônées par le premier ministre », tranche la représentante de l'ACLC.

« Monsieur Legault s'acharne »

Le ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, a réagi aux propos du premier ministre québécois mardi en le critiquant. « Je ne sais pas sur quoi M. Legault s'acharne, mais il semble que ce soit constamment sur les musulmans. Il faut respecter la liberté d'expression et la liberté de religion », a soutenu le ministre devant la presse.

Il a poursuivi en notant le caractère « ironique » des idées du premier ministre, qui s'envolait pour Paris afin d'assister à la réouverture de la cathédrale Notre-Dame le lendemain du jour où il avait tenu ses propos contre la prière en public.

« C'est un commentaire qu'il a fait depuis Notre-Dame, c'est ça ? [...] Il n'était pas en pleine messe », a dit M. Miller, le rire aux lèvres.

Lacombe contre Miller

En réponse à la position de Marc Miller, le ministre québécois de la Culture, Mathieu Lacombe, s'est exprimé sur X, mardi en après-midi, pour se rallier à François Legault. « Souvent, je me demande si Marc Miller ne comprend simplement rien, ou s'il fait semblant », a écrit le ministre.

« Il peut bien se moquer de notre premier ministre, mais en créant la confusion entre musulmans et islamistes, il se ridiculise, en plus de déshonorer sa fonction », a soutenu M. Lacombe.

Budget insuffisant pour les transports

ELLIOT LAMBERT
L'Atelier

La ministre québécoise des Transports Geneviève Guilbault a octroyé une rallonge de 880 millions de dollars pour soutenir le transport collectif, une annonce qui soulève toutefois l'inquiétude quant à la pérennité de l'offre de transport collectif, particulièrement limitée dans la couronne de Montréal.

Cette somme s'inscrit comme la dernière aide financière qu'apportera le gouvernement aux municipalités et aux services de transports pour éponger leurs déficits d'ici 2029.

« À chaque fin d'année, on se retrouvait avec des sociétés de transports et des municipalités qui nous disaient: "j'ai besoin d'argent, j'ai besoin que le gouvernement paie pour mes déficits". Le gouvernement les a aidés (au total) à hauteur de 2,4 milliards de dollars, bien que ce ne soit pas sa responsabilité », a mentionné la ministre sur les ondes de Radio-Canada.

Son ministère espère que cette dernière injection d'argent viendra rendre les sociétés de transports et les municipalités plus autonomes dans leur financement. Pour ce faire, la ministre Guilbault espère que les sociétés de transports seront en mesure d'assumer leurs dépenses grâce aux « réflexions et aux ménages qui ont été faits dans le domaine du transport collectif ».

L'attribution du financement de 880 millions de dollars est ainsi conditionnelle à l'optimisation graduelle des secteurs du transport collectif, selon les planifications précises prévues par le gouvernement.

Une aide éphémère

Pour l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec (TRANSIT) l'aide annoncée de 880 millions sur quatre ans permettra difficilement le maintien de l'offre de service globale. Selon TRANSIT, cette somme ne viendra que remplir les trous causés par les déficits des dernières années et celles à venir, sans toutefois donner une réelle occasion aux municipalités et aux réseaux de transports de développer leurs offres.

Dans un communiqué publié sur le site Web de l'Alliance TRANSIT, celle-ci « déplore l'absence persistante d'une planification pour la bonification de l'offre globale ».

Elle dénonce ces actions comme une contradiction du gouvernement avec ses politiques, en ayant comme engagement phare dans son Plan de chercher à établir une économie verte, grâce à des investissements conséquents dans le développement des infrastructures de transport en commun, notamment dans la grande région de Montréal.



Les haches fabriquées par Mathieu Collette ont été utilisées pour recréer la « forêt » de la cathédrale. Alain Jocard, AFP

Le forgeron québécois de Notre-Dame

ELOÏC POTEL
L'Atelier

« J'espère que j'ai gagné ma place au ciel. » Le forgeron Mathieu Collette est le seul Québécois parmi les 2000 artisans qui ont travaillé à la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris, rouverte samedi dernier un peu plus de cinq ans après son incendie en 2019.

« Quand les humains décident de se mettre ensemble pour une cause commune, c'est extraordinaire », témoigne le forgeron et fondateur de l'organisme Les Forges de Montréal. Celui-ci a été contacté par l'équipe de reconstruction en 2022 pour réaliser une commande atypique : produire 60 têtes de haches historiques en 4 mois. Ces haches devaient être produites en conformité avec les techniques, les matériaux et les outils disponibles au moment de la construction de la cathédrale, afin de conserver la philosophie de « sensibilité historique » s'appliquant au chantier de Notre-Dame.

Le chantier du siècle

En entrevue à *L'Atelier*, Mathieu Collette se dit extrêmement fier d'avoir participé à ce projet où il y a « autant de prouesses que de corps de métiers impliqués ». « Je dis ironiquement à mes proches : qu'est-ce qu'il me reste à faire? Comme artisan, je n'aurais jamais pu rêver de faire ce que j'ai fait », raconte le forgeron. Il se présente comme « détenteur d'un savoir millénaire », ce savoir qui lui a été légué par son maître, avec qui il a



Les Forges de Montréal est un organisme de forgeage patrimonial reconnu par l'UNESCO. Les Forges de Montréal

appris les arts de la métallurgie en France durant quatre ans pendant sa jeunesse.

Le travail du forgeron installé dans le Vieux-Montréal aura permis aux charpentiers français de façonner les poutres de la charpente de Notre-Dame, comme les bâtisseurs originaux. Surnommée la « forêt », l'imposante charpente qui date du XIII^e siècle pesait 210 tonnes avant son incendie.

« Mon but n'est pas de m'approprier un exploit, ma contribution était microscopique. Je suis ému et je me sens minuscule là-dedans », soutient humblement M. Collette, qui était présent lui aussi lors de la cérémonie de réouverture de la cathédrale.

Reconstruction ou revitalisation?

L'approche adoptée par l'équipe responsable de la reconstruction

de la cathédrale est basée sur la Charte de Venise, qui prévoit la marche à suivre lors de la restauration de bâtiments patrimoniaux, explique Catherine Charon, conseillère en architecture et patrimoine au Centre des métiers d'art du Québec (CMAQ).

La cathédrale du XIII^e siècle a donc dû être reconstruite comme l'originale, sans amélioration moderne, sauf en cas d'exception cruciale, telle que des renforts métalliques dans la charpente en bois pour assurer sa durabilité.

Cette charte stipule la nécessité d'utiliser des techniques, des matériaux et des outils de l'époque lorsque c'est possible. Quand les techniques ne sont pas accessibles, les interventions aux bâtiments doivent être réversibles afin de laisser le soin aux générations futures de bien effectuer le travail si l'expertise devient disponible.

Les artisans de Notre-Dame doivent aussi s'alimenter de matériaux locaux, comme à l'époque. C'est dans cette optique que le fer et l'acier utilisés pour forger les haches par M. Collette ont été recueillis en France.

Cérémonie internationale

Plusieurs figures politiques internationales importantes étaient présentes lors de la messe de réouverture samedi dernier, dont François Legault et le président américain désigné, Donald Trump. Le président français, Emmanuel Macron, était aux premières loges de la célébration religieuse, lors de laquelle le plus grand orgue de France a résonné pour la première fois depuis cinq ans devant 2500 personnes.

Macron a également célébré en compagnie de 150 personnes en état de précarité, qui l'ont ensuite accompagné lors d'un déjeuner.

Les pompiers qui ont bravé la charpente en feu le 15 avril 2019 et les artisans qui ont travaillé à la reconstruire ont été mis à l'honneur avant la cérémonie, recevant une ovation de la part des chefs d'État sous le toit presque blanc de la cathédrale.

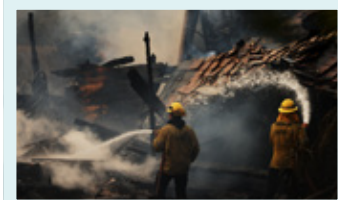
Il s'agit d'un hiatus bien reçu en France, alors que le pays est aux prises avec une crise politique depuis quelques semaines. L'ex-premier ministre Michel Barnier a récemment dû donner sa démission en raison d'une motion de censure de la part de la coalition de gauche du Nouveau Front populaire ainsi que du parti d'extrême droite le Rassemblement national.

Déploiements militaires chinois autour de Taïwan

Quelque 47 avions et 12 navires militaires chinois ont été détectés au large des côtes de Taïwan en 24 heures, selon son ministère de la Défense. Une démonstration de force d'une ampleur qui n'a pas été vue de la part de Pékin depuis son encerclement de l'île en octobre 2024. Taïpei a répondu en annonçant des « manœuvres de préparation au combat » et le placement de ses forces armées en état d'alerte « élevée ». Cette manœuvre militaire survient quelques jours après les déplacements outre-mer du président taïwanais, Lai Ching-Te, qui s'est notamment rendu dans les territoires américains d'Hawaïi et de Guam. *SB*

Prix Nobel pour deux pionniers de l'intelligence artificielle

Geoffrey Hinton et John Hopfield ont reçu le prix Nobel de physique pour leur travail en intelligence artificielle, qui date pourtant des années 1980. Ce travail est aujourd'hui considéré comme la base de l'IA, ce qui explique la récompense tardive. M. Hinton, aujourd'hui professeur émérite à l'Université de Toronto, utilise sa voix pour parler des dangers de l'IA. Il a quitté son emploi chez Google en 2023 pour pouvoir aborder ces dangers sur la place publique. L'annonce de la victoire des chercheurs date d'octobre, mais ce n'est que mardi qu'ils ont obtenu le prix des mains du roi de la Suède. *TC*



Feu de forêt à Malibu

L'incendie de forêt qui frappe la ville de Malibu en Californie n'était toujours pas maîtrisé mardi soir. Quelque 700 pompiers sont sur les lieux, parfois aidés par des résidents de la ville. Plus de 1000 hectares ont déjà brûlé, en raison du feu appelé Franklin. Le gouvernement local a aussi confirmé que certaines maisons avaient brûlé. La ville de 10 000 personnes, située à l'ouest de Los Angeles, est dans une zone particulièrement à risque pour les feux de forêt. *TC*



Plusieurs manifestations se sont organisées à travers le monde afin de célébrer la chute du gouvernement al-Assad. *Sascha Schuermann, AFP*

Une célébration sous le signe de l'inquiétude

SAPHIA WELADJI
L'Atelier

« Ça fait près de 30 ans qu'on attend cet événement ! » s'exclame Mohammad Alnatour, président de Syrian Echoes of Freedom à l'Université McGill. Après la chute du régime de Bachar Al-Assad, plusieurs Montréalais ont célébré cet événement lors de rassemblements, bien qu'ils expriment leurs réserves quant à l'avenir incertain de leur pays.

« Des milliers de personnes ont dû être déplacées et n'ont pas vu leurs familles depuis très longtemps. Il y a vraiment un mouvement de réjouissance pour plusieurs d'entre nous. Nous allons avoir une chance de les revoir », affirme le président de Syrian Echoes of Freedom, regroupement qui milite pour la démocratie en Syrie.

Depuis la guerre civile en 2011, près de 5 millions de personnes ont dû se déplacer à l'intérieur même de la Syrie afin de fuir les bombardements qui ont ravagé le pays.

D'autres Syriens ont trouvé refuge à l'étranger, principalement en Turquie, au Liban et en Europe, mais aussi au Canada, qui a accueilli près de 44 600 réfugiés syriens depuis 2015.

Une réjouissance dans l'incertitude

Après la prise de Damas, ce week-end, par les rebelles et l'annonce que Bachar Al-Assad avait battu en retraite en Russie, plu-



MG reste sur ses gardes quant à l'avenir de la Syrie *Élisa Marchildon, L'Atelier*

sieurs Canadiens se sont empressés d'appeler les membres de leur famille toujours en Syrie. « J'ai de la famille à Alep et à Damas. Tout le monde est vraiment excité de la tournure des événements. En même temps, nous attendons de voir la suite des choses. Nous restons optimistes quant au fait que la transition se passera dans le calme et que le prochain gouvernement tiendra parole », explique Marwa Khobieh, directrice générale de la Fondation syrienne canadienne.

Les rebelles sont menés par Abou Mohammed al-Joulani qui a nommé, mardi, Mohammed al-Bachir comme premier ministre pour tenter d'assurer la transition dans le pays, après plus de cinquante ans au pouvoir du clan Al-Assad.

« Je ne suis pas trop certain que [Al-Bachir] deviendra président, mais tout le monde semble réelle-

ment heureux », affirme MG (nom fictif), gérant d'origine syrienne au restaurant Pouletto à Montréal.

Pour l'artiste Youssef Shoufan, l'avenir en Syrie est synonyme d'espoir. « Mon premier instinct est de voir tout ce qui reste à créer dans le futur. J'aimerais pouvoir y retourner pour pouvoir faire des portraits photographiques des Syriens. Il y a tellement d'histoires qui pourront être racontées », dit-il avec émotion, ajoutant qu'il y a tout de même une incertitude qui règne au sein des membres de sa famille qui demeurent en Syrie. « Tout le monde reste à la maison parce qu'il y a encore de la violence dans les rues. »

Des prisonniers libérés

Pour MG, il est important de ne pas sauter aux conclusions. « Personne n'est sûr de la suite

des choses, mais nous sommes juste heureux que les personnes illégalement arrêtées soient enfin libres. »

Le gérant fait référence à la libération de milliers de personnes emprisonnées par l'ancien régime Al-Assad lors des dix dernières années.

Dès le lendemain de la chute du gouvernement, la prison Saydnaya était envahie de milliers de personnes motivées par l'espoir d'en voir sortir un de leurs proches.

Ce dernier explique que les recherches des nouvelles autorités se poursuivent encore dans les étages souterrains de la prison, où il y avait plusieurs cellules enfouies dans le sol.

Les minorités

« Plusieurs chrétiens que je connais ne sont pas totalement optimistes ou heureux. C'est quand même une organisation musulmane qui a pris la tête du pouvoir », souligne le gérant du restaurant Pouletto.

Le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham, dirigé justement par al-Joulani, était une branche d'al-Qaïda reconnue pour sa persécution des minorités religieuses, notamment chrétiennes.

Cependant, al-Joulani se dit aujourd'hui « plus modéré » et « plus enclin à accepter les minorités religieuses ». Pour Mme Khobieh toutes les minorités partagent une même vision : celle d'une Syrie unie qui vit en « harmonie » et qui cultive une « bonne relation » avec les pays voisins.

L'incertitude plane quant à l'avenir de la Syrie

PHILIP BOSSÉ
L'Atelier

Par-delà l'euphorie, des doutes planent sur l'avenir de la Syrie après la chute du régime de Bachar Al-Assad. La priorité des nouvelles autorités est de stabiliser le pays, de rassurer la communauté internationale et de bâtir des alliances régionales, selon des analystes politiques.

Le chef des rebelles islamistes du Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), Abou Mohammed Al-Joulani, a annoncé mardi la nomination de Mohammed Al-Bachir en tant que premier ministre par intérim du gouvernement de transition. « Il est maintenant temps pour le peuple syrien de goûter à la paix et à la stabilité », a-t-il déclaré lors d'un message télévisé.

L'annonce du gouvernement de transition, prévu jusqu'en mars 2025, fait suite à une rencontre avec les officiels du parti Baas du clan Al-Assad. Ceux-ci avaient affirmé vouloir collaborer pour une transition fluide.

L'ONU a déclaré que « le peuple syrien peut aujourd'hui saisir une chance historique de bâtir un avenir pacifique et stable » quant à la situation.

Des pays européens ont, quant à eux, suspendu l'évaluation de demandes d'asile de réfugiés syriens, laissant ainsi entendre que le pays était désormais sûr. Mais Amnesty Internationale a critiqué cette décision en déclarant que « la situation en Syrie est extrêmement instable. Cinq décennies de violence et de répression ne peuvent pas être effacées du jour au lendemain. »

Passé radical

La Syrie doit d'abord « s'assurer qu'il y a un État de droit civique avec le respect des libertés, que tous les Syriens se rallient autour de l'identité nationale et que l'État ne soit pas islamiste », estime Sami Aoun, directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Chaire de recherche Raoul-Dandurand.

Al-Joulani, dont le groupe a mené un véritable blitz pour prendre les villes d'Alep, de Hama et de Homs avant de gagner cette fin de semaine la capitale, Damas, a un passé controversé.

Celui-ci a d'abord fait partie d'Al-Qaïda, avant d'intégrer l'organisation État islamique lors de la guerre civile de 2011, responsable de nombreuses attaques contre des civils.

Malgré un virage idéologique plus modéré en 2016, son passé sème le doute d'une partie de la communauté internationale quant à l'avenir de cette nouvelle Syrie.

M. Aoun qualifie la situation de « moins turbulente que ce que beaucoup croyaient ». « Dans ses discours, [Al-Joulani] est réconfortant. Il paraît soucieux de respecter la diversité de la mosaïque syrienne », poursuit-il. « Mais ça,



Après un règne de 50 ans, le clan Al-Assad a été chassé de la Syrie. Omar Haj Kadour, AFP

ce ne sont que des paroles. »

Pour la politologue de la Chaire Raoul-Dandurand et de l'UCLouvain à Bruxelles, Hanieh Ziaei, les Syriens se réjouissent du départ d'un dictateur comme Bachar Al-Assad, mais vivent dans l'inquiétude de voir le pouvoir repris par d'anciens islamistes.

« Le défi, c'est que des pays comme la Syrie n'ont pas de passé démocratique », explique-t-elle.

Une transition démocratique pourrait donc s'avérer difficile, d'autant que les rebelles menés par Al-Joulani ont pris le pouvoir par les armes.

Vers qui se tourner?

Pour tous les experts interrogés par *L'Atelier*, la reconstruction de la Syrie doit passer par des alliances régionales.

La Russie — puissance alliée de l'ancien régime syrien où s'est d'ailleurs réfugié Bachar Al-Assad

— pourrait ne plus être une option.

La solution logique pour le nouveau régime pourrait être de se tourner vers celle qui l'a aidé à ar-

« Il est maintenant temps pour le peuple syrien de goûter à la paix et à la stabilité. » – Mohammed al-Bachir

river au pouvoir : la Turquie.

Non seulement la Turquie est une « puissance régionale très importante », étant « l'héritière de l'Empire ottoman », souligne M. Aoun, mais elle est aussi un pays membre de l'OTAN, permettant un rapprochement de la Syrie avec les puissances occidentales.

Les relations entre la Turquie et

le HTC ne datent pas d'hier.

Pour le professeur du Département d'histoire de l'UQAM Stéfán Winter, la Turquie, qui cherche entre autres à affaiblir les Kurdes du nord de la Syrie, était « le commanditaire le plus important des groupes armés dans le nord de la Syrie », tel que le HTC d'Abou Mohammed Al-Joulani.

Quant à l'autre allié d'Al-Assad, l'Iran, dont des supplétifs ont combattu pendant des années auprès des forces syriennes pour maintenir l'ancien régime en vie, M. Winter estime que les rebelles d'Abou Mohammed Al-Joulani « ne sont pas exactement de grands amateurs de l'Iran ». Il rappelle qu'elle avait « beaucoup trop d'influence sur le gouvernement » syrien.

Mais « maintenant qu'Israël a mis au clair qu'il va toujours être un ennemi, ça risque de pousser à nouveau la Syrie dans les bras de l'Iran ».

Israël frappe 480 fois la Syrie en 48 heures

PHILIP BOSSÉ
L'Atelier

L'armée israélienne aurait effectué 480 frappes en sol syrien dans les 48 dernières heures, selon un communiqué de l'armée rapporté mardi par l'Agence France-Presse (AFP).

Le gouvernement israélien a déclaré par sa radio militaire avoir détruit « 80 % des infrastructures militaires syriennes », selon l'AFP.

« Israël craint que ces sites soient réutilisés pour des attaques ou des menaces contre eux », explique le chercheur Sami Aoun à *L'Atelier*, en mentionnant que l'État hébreu veut éviter à tout prix un régime islamiste sunnite à ses portes.

« [Israël] ne sait pas exactement à quoi s'attendre du nouveau régime, qui a une idéologie islamiste. Donc, il a profité de [l'absence de gouvernement à Damas] pour anéantir encore plus les capacités militaires de la Syrie », nuance le professeur Stéfán Winter.

Menace iranienne

« Israël est en train de voir un de ses ennemis directs s'affaiblir », affirme Hanieh Ziaei, politologue. L'Iran a vu son influence se réduire dans la région du Levant dans la dernière année. C'est d'abord le Hamas à Gaza qui a subi de lourdes pertes, avant que le Hezbollah ne se fasse frapper à son tour dans le sud du Liban.

Israël a vu une occasion de réduire une nouvelle fois la menace iranienne qui avait des alliés encerclant son territoire avant le 7 octobre 2023, comme le Hamas, le Hezbollah, les Houthis et la Syrie.

Mme Ziaei soutient qu'il est encore trop tôt pour se prononcer sur la position du nouveau régime syrien au sujet d'une potentielle alliance avec l'Iran, d'autant plus « qu'ils sont très critiques par rapport aux chiites iraniens ».

Méthodes de torture

La découverte des méthodes de tortures utilisées par le Parti Baas sur plusieurs prisonniers politiques a provoqué « le dégoût » de la population.

L'experte pense que les techniques utilisées seraient un indice des pratiques utilisées en Iran, ce qui rendrait surprenant un renouvellement d'alliance avec l'État perse.

Le gouvernement iranien s'est dit « surpris » de la chute d'Al-Assad et affirmé qu'il « adoptera une approche et des positions appropriées » avec le nouveau régime, rapporte l'AFP.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a quant à lui prévenu que « ce qui est arrivé à l'ancien régime arrivera au nouveau » si la Syrie collabore une nouvelle fois avec l'Iran.

Délai pour Northvolt

Les Mohawks de Kahnawake revendiquent leur droit constitutionnel d'être consultés par Ottawa pour la construction de l'usine de Northvolt à Saint-Basile-Le-Grand et à McMasterville. Le gouvernement fédéral n'a toujours pas versé à l'usine les 4,47 milliards de dollars promis en novembre 2022. La construction de l'usine est mise sur pause, malgré la promesse de financement de 2,87 milliards du gouvernement Legault. Le PDG de Northvolt en Amérique du Nord, Paolo Cerruti, présume que le délai est en lien avec la finalisation des consultations avec les Autochtones. Toutefois, si une entente survenait, la construction de l'usine devrait recommencer au printemps prochain. *FG*

Québec stimule ses vols intérieurs

Le gouvernement de François Legault a dévoilé une nouvelle version de son programme d'accès aux régions, mardi. Cette nouvelle mouture propose des rabais allant de 50 % à 85 % pour les vols intérieurs dans la Belle Province, ainsi que la possibilité de profiter des diminutions sans avoir à transiter par les aéroports de Montréal-Trudeau, de Jean-Lesage ou de Saint-Hubert. Ces assouplissements des prix des billets s'élèveront à 55 millions sur deux ans, selon Québec. Air Canada, Pascan Aviation, PAL Airlines et Air Inuit sont parmi les transporteurs aériens affiliés au programme d'accès aux régions. *OC*

Meta versera 9 millions au Québec

C'est pour régler une action collective autorisée par la Cour supérieure que l'entreprise médiatique Meta versera 9 millions à Québec. Cette demande, à l'origine formulée par Stuart Thiel et Brianna Thicke, affirme que Facebook a agi « en pleine connaissance de cause de la violation des droits des utilisateurs ». Les 9 millions seront utilisés pour promouvoir et protéger le droit à la vie privée au Québec. *ARM*



En 2023, 53 concerts ont été dénombrés aux États-Unis, enrichissant de 4,3 milliards de dollars américains le PIB du pays, d'après une estimation de Bloomberg Economics. *Kamil Krzaczynski, AFP*

Taylor Swift dans son *Era* économique

FLAVIE GAUTHIER
L'Atelier

La frénésie a envahi cette semaine Vancouver, théâtre du dernier concert de la tournée *Eras* de Taylor Swift, un marathon mondial qui s'est étiré sur deux ans. La tournée a moissonné environ trois milliards aux guichets, sans compter les retombées pour une cinquantaine de villes.

« Cet évènement iconique n'a pas seulement captivé les publics du monde entier, il s'est traduit par un énorme coup de pouce économique pour chaque ville qu'il a visitée, et Vancouver ne fait pas exception », a résumé le maire de Vancouver, Ken Sim, avant le spectacle dimanche devant 50 000 fans au Rogers Center.

Une semaine avant le premier spectacle dans l'Hollywood du Nord, 13 aménagements lumineux thématiques avaient été installés au centre-ville, témoignant de la préparation des villes face à l'engouement des *swifties*.

Ayant foulé cinq continents, Taylor Swift a vendu plus de 10 millions de billets, générant des ventes de 2,2 milliards de dollars américains, soit environ trois milliards de dollars canadiens, selon les données du site spécialisé Pollstar.

« L'histoire s'écrit sous nos yeux. Ce que Taylor Swift et sa tournée *Eras* ont réalisé au cours des 21 derniers mois [...] c'est du jamais vu. C'est deux fois plus que la deu-



Le dernier concert de l'*Eras Tour* a eu lieu le 8 décembre dernier à Vancouver. *Chandan Khanna, AFP*

xième tournée la plus rentable », a déclaré Andy Gensler, rédacteur en chef de la bible des tournées musicales.

La chanteuse, qui a fait ses débuts en 2003 dans le country avant de se réorienter vers la pop, jouit d'une fortune de 1,2 milliard de dollars américains, dont 50 % proviennent de son catalogue musical et 50 % de ses redevances et de ses tournées.

En comptant les retombées économiques pour les villes, ses 53 concerts aux États-Unis en 2023 ont enrichi de 4,3 milliards de dollars américains le PIB du pays, d'après une estimation de Bloomberg Economics. Au Canada, un apport de 439 millions de dollars est estimé avec les six soirées complètes à Toronto et les trois der-

niers concerts de sa tournée qui avaient lieu à Vancouver.

L'impact sur les villes

« Nous voyons que l'impact est tout à fait réel pour les propriétaires d'entreprises qui essaient de garantir aux admirateurs de Taylor Swift qu'ils opèrent d'une manière qui ne les soutient pas seulement, mais qui leur donne de meilleures opportunités de profiter d'une "expérience Taylor Swift" adjacente au concert lui-même », a déclaré à La Presse Canadienne le professeur adjoint à la Sauder School of Business de l'Université de Colombie-Britannique Jarrett Vaughan.

Des ateliers de bracelets d'amitié au tour gastronomique à thématique Swift, de nombreuses entreprises ont rentabilisé la venue de la

grande vedette à Toronto, comme Culinary Adventure Co, qui offre un parcours mettant en vedette les favoris de Taylor Swift.

« Taylor Swift rassemble les gens, et nous faisons la même chose avec nos visites gastronomiques, en mettant en valeur des histoires, des lieux favoris des habitants du coin, des communautés et, bien sûr, de la bonne nourriture », a déclaré la directrice des opérations, Kaitlin Benoit, cité par Radio-Canada.

Un concert à 5000 dollars

De Melbourne à Toronto, la reine de la pop a présenté 149 concerts dans 21 pays différents de mars 2023 à décembre 2024. La chanteuse a créé un mouvement international auprès des jeunes filles qui la voient comme un modèle de réussite féminine auquel elles peuvent s'identifier.

Penelope Brouillard s'est envolée vers l'Italie cet été afin d'aller voir sa chanteuse préférée. Un voyage qui lui aura coûté au total 5000 \$. « Les deux soirs en Italie, j'étais là. Le premier soir, mon billet m'a coûté 250 \$ et ça faisait environ un an et demi que je l'avais, le deuxième soir j'ai acheté mon billet [...] en revende à 200 \$ et je ne la voyais presque pas », déclare la *swiftie* en insistant sur le fait que ça valait le coût et le déplacement. Au lendemain du spectacle, elle a observé une noria de *swifties* dans les rues de Milan. « Tout le monde avait le coton ouaté. »

Vous pourriez habiter dans un centre commercial

ALEXY SIMPSON
L'Atelier

Le Royalmount, le Carrefour Laval, le Mail Champlain, le Carrefour de l'Estrie, le centre Fleur de Lys et maintenant, les Galeries Laval : tous ces centres commerciaux ont vu ou prévoient voir des logements sur leur terrain. Les promoteurs misent sur la densification pour redonner la profitabilité à leurs centres d'achats de plus en plus désertés.

« Les propriétaires [...] de ces centres commerciaux-là possèdent une denrée [...] extrêmement importante, qui est du terrain, » indique le professeur à l'Université du Québec à Montréal en urbanisme et spécialiste en aménagement durable du territoire Nicolas Lavoie.

Ce terrain sert de stationnement et est sous-utilisé dans bien des cas. Selon lui, bâtir sur cet espace est rentable pour les promoteurs, pour les villes et pour les communautés à proximité. Les promoteurs développent ainsi d'autres usages à leurs terrains que le commerce.

« La ville développe des terrains qui ont une plus grande valeur foncière », ajoute-t-il, et la communauté en profite pour s'établir dans ces logements. « On a [...] des ménages qui viennent s'établir sur ces terrains-là qui n'auraient peut-être pas les moyens ou le désir de s'installer en banlieue. »

Selon lui, déclin des centres commerciaux s'explique par la popularité du commerce en ligne et l'après-COVID-19. Le commerce en ligne a gagné en importance et les articles à moindres coûts qu'on trouve sur Amazon, Shein ou Temu ont séduit une partie de la clientèle qui se déplaçait auparavant en magasin, explique-t-il. D'autres personnes ont perdu l'habitude d'aller magasiner pendant la COVID-19 et n'ont pas vu l'intérêt de retourner dans les centres d'achats.

Les centres commerciaux ont donc deux choix, selon M. Lavoie.



La baisse d'achalandage des centres commerciaux s'explique notamment par le commerce en ligne.

Élisa Marchildon, *L'Atelier*

Ils peuvent développer des terrains « multi-usages », une stratégie qui semble se répandre. « L'autre option, c'est de développer des créneaux particuliers. » L'urbaniste montre que c'est d'ailleurs vers cette stratégie que le promoteur du Royalmount s'est tourné en faisant de son centre commercial une destination pour les magasins de luxe.

Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), Michel Leblanc, croit que « les centres commerciaux et l'activité commerciale sont toujours en évolution. » Aujourd'hui, ce sont les centres qui sont capables de « montrer que c'est une expérience de magasinage agréable [...] où on trouve des boutiques de qualité, où on va avoir intérêt à toucher les vêtements, essayer les vêtements, toucher de nouveaux produits et comprendre parce qu'il y a des vendeurs », qui se portent le mieux.

M. Leblanc précise que la déci-

sion d'ajouter des logements sur le terrain commercial n'est pas « unidimensionnelle ». Selon lui, la crise du logement a fait réaliser à certains propriétaires que leur

« On s'en va vers de la mixité. »
– Michel Leblanc

terrain pouvait être utilisé pour du logement aussi : « Ce sont de grands terrains qui sont en asphalte et on est par ailleurs en pénurie de logements. »

Milieu de vie

M. Leblanc insiste sur l'importance de l'accessibilité par transport en commun.

« C'est sûr qu'à partir du moment où je déploie du transport collectif qui finit par atteindre ces espaces-là, je viens changer la dy-

namique », déclare-t-il.

Ce dernier explique que les centres d'achats ont historiquement presque toujours été construits près des autoroutes, dans une perspective où les consommateurs se déplacent tous en voiture, une vision qui n'est plus vraie aujourd'hui. Il rappelle que des écoles peuvent attirer les familles et compléter l'offre de proximité.

Nicolas Lavoie et Michel Leblanc sont optimistes pour l'avenir des centres d'achats. « Ces grands centres d'achats qui, jadis, étaient construits juste en fonction d'un lieu de destination de commerce vont se transformer progressivement en lieux de vie intégrés », estime M. Leblanc.

Il conclut l'entretien avec *L'Atelier* en mettant en garde les villes contre les règlements de zonage rigides. « On s'en va vers de la mixité, mais il va falloir que les villes bougent vite. »

Ottawa débloque 1 G\$ pour l'enfance autochtone

ALLYSON CARON-PELLETIER
ET ALEXY SIMPSON
L'Atelier

Les députés de la Chambre des Communes à Ottawa ont voté pour débloquer la somme de 21,6 milliards de dollars. Ces fonds gouvernementaux serviront notamment au régime d'assurance de soins dentaires fédéral, à offrir une compensation financière au Québec pour les demandeurs d'asile et à soutenir la réforme en protection de l'enfance des communautés des Premières Nations.

Comme le Parlement cette somme était paralysée depuis à cause d'une motion de privilège de l'opposition officielle de Pierre Poilievre. Son parti s'est sans surprise opposé à ce dégel.

Près d'un milliard de dollars pour le Programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations étaient bloqués. L'ancien député libéral, Robert Falcon Ouellet, avait confié à *L'Atelier* que cette paralysie avait de grandes conséquences sur les projets de loi que le gouvernement souhaitait mettre en place, dont le financement pour la réforme des services à l'enfance. « C'est problématique pour la population », admettait-il.

Des ressources nécessaires

L'Assemblée des Premières Nations (APN) a rédigé une lettre à l'intention du Tribunal canadien des droits de la personne, avant l'annonce du déblocage des fonds, pour l'avertir qu'il y avait un « clair manque de financement à la source » afin de s'accorder aux directives des chefs des Premières Nations qu'elle défend.

La Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations dénonce également le fait qu'Ottawa prenait trop de temps à traiter les demandes. Cette somme allouée permettra peut-être d'améliorer les soins prodigués aux enfants autochtones.



La paralysie parlementaire a duré près de deux mois. Sean Kilpatrick, AFP

Girllmaths : satiriques ou dommageables?

ADÈLE ROSA MATTE
L'Atelier

« L'argent liquide, c'est pas du vrai argent, donc si j'achète quelque chose avec de l'argent liquide, c'est gratuit. » Sur les réseaux sociaux, les #girllmaths ou maths de filles sont des manières de justifier une dépense ou une action irrationnelle que l'on voudrait effectuer. Si des femmes s'approprient avec ironie cette méthode de calcul simpliste, son nom peut aussi renforcer des stéréotypes sexistes qui sont déjà bien établis en finance.

« Les girllmaths, c'est faire des calculs mathématiques qui n'ont

pas vraiment de sens, mais qui aboutissent au résultat que l'on voulait avoir », explique Maxim Ricard, étudiante au baccalauréat en économie à l'UQAM. Selon elle, cette tendance aurait également le bénéfice de servir les intérêts de la personne qui l'utilise.

L'étudiante dit utiliser ces maths elle-même pour justifier la procrastination dans son étude. « Je procrastine en cherchant comment mieux étudier, donc je perds moins mon temps », souligne-t-elle.

Des utilisatrices du mot-clic, utilisé 151 000 fois sur Instagram et 188 100 fois sur TikTok, vont justifier par exemple un achat de

200 \$ en se disant que l'article sera utilisé 20 fois et que par conséquent, il ne leur a coûté que 10 \$ par utilisation.

Par elles, contre elles?

Ce phénomène, amusant à première vue, pourrait aggraver des stéréotypes déjà bien présents selon Franca Glenzer, professeure adjointe au Département des finances à HEC Montréal. « Ça pourrait nuire aux femmes, qui sont souvent déjà perçues comme étant moins rationnelles et moins sophistiquées », explique la professeure qui travaille déjà pour ne pas renforcer ces stéréotypes auprès de ses élèves.

« Les étudiantes sont aussi bonnes en finance que les étudiants, mais il y a peu de femmes qui vont poursuivre cette spécialisation parce qu'il y a la perception que la finance est pour les hommes », renchérit-elle. Elle veut tout de même y voir le positif, mentionnant des cours en éducation financière qui utilisent ce hashtag afin de « cibler les femmes pour participer à des ateliers pour mieux s'informer ». Une pratique qui, sans être parfaite, permet d'aller chercher un certain public. « J'ai peur que ça nuise aux femmes, mais peut-être qu'on pourra l'utiliser pour faire du bien », conclut-elle.

La revue 2024 avec SCRAM

CAMÉLIA BOUSSAID
L'Atelier

La revue de fin d'année *SCRAM* du trio humoristique Les Piles-Poils sera de retour le 26 décembre pour une huitième année d'affilée, une manière de se remémorer l'année qui fait changement du *Bye Bye*. Le groupe des Piles-Poils, composé de Mathieu Portelance, Simon Portelance et David W. Morin, offre une revue de fin d'année qui se distingue par son approche plus axée sur la culture Web. « Il y a une parodie cette année, qui est vraiment un référent Web à 100 %. On sait que le *Bye Bye* n'ira pas là », explique Simon. Leur format s'inscrit également dans les codes du Web. « On se distingue aussi par la longueur des sketches. En général, on fait plus court que les revues traditionnelles », ajoute-t-il. « Au *Bye Bye*, des fois, ils font des [sketches] de trois minutes. Nous, c'est rare qu'on dépasse deux minutes trente. »

Sans nouvelles
Selon Simon, « c'est une année de défis parce qu'il y a la loi C-18 qui fait qu'il y a certaines nouvelles qui ne se rendent plus sur les réseaux sociaux. Donc c'est sûr qu'il faut prendre ça en compte dans notre écriture ».

« Le défi, c'est [aussi] de se renouveler et de ne pas répéter des *gags* qu'on a déjà faits dans des éditions précédentes », ajoute son frère, Mathieu. Depuis 2022 le *SCRAM* était produit par Juste pour rire avant que le groupe se place à l'abri des créanciers au printemps dernier. Cette péripétie n'empêche pas le trio de revenir en force en 2024 : « Au niveau du financement, on a rattrapé ce qu'on avait avec Juste pour rire. Mais au niveau de la diffusion, on est redevenus indépendants sur nos médias sociaux. Sur notre YouTube, sur notre Facebook, sur nos Instagram et notre TikTok », souligne Mathieu. « La qualité qu'on a imposée, qu'on a appliquée avec Juste pour rire est restée. »

Le directeur adjoint de l'Ob-

servatoire de l'humour, François Brouard, constate un engouement pour les revues de fin d'année. « Il y a une question de tradition, de rassemblement familial pour aimer ou ne pas aimer. C'est comme un rendez-vous [pour] plein de monde au Québec. Il n'y a pas ça du côté anglophone, par exemple, ce genre de truc là. »

S'approprier la tradition
« Ce qui est le *fun*, que d'autres revues ont peut-être moins, c'est que les gens s'approprient un peu cette tradition-là pour l'adapter à leur environnement à eux. Donc, s'ils veulent l'écouter tout seuls la journée de la sortie, le soir sur leur téléphone, ils peuvent. Puis s'ils veulent attendre et l'écouter en famille le 31, ils le peuvent aussi », ajoute Simon.
« Avant, il y avait très peu de chaînes de télévision. Les gens écoutaient les trucs en direct. Donc, tout le monde l'écoutait en même temps », explique M. Brouard. Si le *SCRAM* vise un public entre 25 et 40 ans, le *Bye Bye* tente chaque année de plaire autant aux plus jeunes qu'aux plus vieux. Dans ce contexte, M. Brouard croit que « dans une heure et demie d'émission comme [le *Bye Bye*], il y a des aspects que [le public] va aimer, qu'il ne va pas aimer et qu'il ne va pas comprendre, car il n'a pas les référents »



La revue *SCRAM* 2024 sera présentée le 26 décembre à la salle Chez Ernest à Montréal. Équipe *SCRAM*

L'artisanat pour Noël

LUC LECAVALIER
L'Atelier

Du 12 au 22 décembre aura lieu le Salon des métiers d'art, au Palais des congrès de Montréal. Pour une 68^e édition, l'événement met en valeur le savoir-faire et le travail de quelque 200 artisans professionnels provenant des quatre coins de la province. Classique du temps des fêtes, le salon allie kiosques de ventes de produits locaux et capsules formatives sur les métiers d'art. Expositions d'œuvres d'art, remises de prix et concours seront également de la partie. L'animateur Christian Bégin de même que la journaliste et chro-

niqueuse de mode Lolitta Dandoy feront office de porte-paroles pour promouvoir les activités. Plusieurs ambassadeurs d'ici évoluant dans diverses professions artisanales, telles que la maroquinerie (travail du cuir), la verrerie, la céramique et le chocolat, seront également présents.
« Dans un contexte où l'authenticité et les objets fabriqués à la main sont plus recherchés que jamais, cet événement met en lumière des artisans d'exception dont les créations écoresponsables répondent aux attentes d'une clientèle engagée », affirme Marc Douesnard, président du conseil d'administration du Conseil des métiers d'art du Québec.



Le *Show Queer*, un espace inclusif pour des artistes queer au Québec Élise Marchildon, L'Atelier

Le Show Queer, entre rires et inclusion

SIMON BÉRUBÉ
L'Atelier

Nombreux sont ceux qui ont bravé le froid et les flocons lundi pour assister au lancement de la nouvelle tournée 2025 du *Show Queer*, au cabaret Mado. Le spectacle sur le thème des Fêtes juxtapose humour autodérisoire, performances drag captivantes et pop bonbon.
Le Show Queer est un rassemblement de plusieurs personnalités de la communauté LGBTQ2+ qui ont la chance de faire rayonner leurs talents devant une foule qui se prête au jeu. Toujours animée par l'humoriste Joëlle Prud'homme, la soirée varie de soir en soir au gré des invités et des lieux à travers la province, de Montréal à Gatineau en passant par Amqui.

Pour la première lundi soir, les rôles de soutien étaient incarnés par Passion Poire, Justine Philie, Sami Landri, Lady Guidoune et Charlie Morin.

Place aux artistes

La soirée débute en grande pompe avec une foule respectable, qui accueille chaleureusement l'artiste Passion Poire, dont la prestation rythmée donne le ton à la soirée. Son style vestimentaire rappelle celui des *Belles-sœurs* de Michel Tremblay, mais avec une palette monochrome rose bonbon. L'attitude de Passion Poire, doublée de son costume déjanté, enflamme les spectateurs.
Mais malgré quelques performances vocales impressionnantes, Passion Poire manque de constance. À sa décharge, l'artiste est seul(e) sur scène et n'est pas accompagné(e) de son groupe, ce qui amène rapidement une certaine redondance à sa performance.
C'est ensuite au tour de l'humoriste Justine Philie de fouler les

planches du cabaret Mado. La vétéranne de la scène queer fait bonne impression sur la foule avec un numéro abordant la dure réalité du temps des Fêtes pour une bonne partie de la communauté queer.
Pour plusieurs le temps des Fêtes ne permet pas de retrouver leur famille biologique en raison d'un bris de lien. L'animatrice Joëlle Prud'homme saisit donc l'occasion à l'approche de Noël pour organiser un « *party* de Noël le plus inclusif possible », déclare-t-elle à la foule en début de soirée.
Justine Philie aborde également

« En talons, mon plus grand ennemi c'est pas l'homophobie, c'est le gazon » – La drag queen Lady Guidoune

d'autres sujets, notamment sa peur des jeux de société, comparant de façon assez hilarante des rendez-vous avec des hommes dans des pubs ludiques Randolph à des séances de thérapies de conversion. Ses blagues bien construites, son autodérision habile et son aisance sur scène ont assurément marqué les esprits.

Léopard....

La performance drag marquante de la soirée est sans aucun doute celle de Sami Landri. La sensation des médias sociaux a semé la frénésie chez le public avec une esthétique typique de l'an 2000 : talons hauts recouverts de fourrure, shorts rose nanane et un haut recouvert de fourrure avec un motif léopard. Landri réussit à voler la vedette avec une performance de danse et de synchronisation labiale acrobatique, couronnée par

une roue latérale exécutée à merveille sur ses talons aiguilles.
C'est la drag queen Lady Guidoune qui ouvre la seconde partie du spectacle avec un numéro un peu moins percutant et bien exécuté que celui de Sami Landry, mais tout aussi suggestif. « En talons, mon plus grand ennemi c'est pas l'homophobie, c'est le gazon », lance l'artiste.
Cette performance offre la prestation la plus fidèle à l'univers des fêtes de fin d'année, avec une mise en scène sensuelle qui laisse toutefois un peu à désirer.

Par insémination

C'est l'humoriste Charlie Morin qui conclut cette soirée au cabaret Mado avec un numéro assez comique, où il compare les réalités queer en région et celles de Montréal. Il évoque entre autres les commentaires homophobes ridicules dont il a été témoin durant une partie de sa jeunesse au Saguenay.
Charlie Morin s'est également démarqué pour ses choix de sujets qui avancent des réflexions sur le deux poids, deux mesures entre les personnes queers et hétérosexuelles. L'humoriste a confié au public son expérience personnelle d'avoir été éduqué par ses deux mères lesbiennes. « Je suis né par insémination artificielle [...] Mais, insé-mi-na-tion, c'est un mot compliqué pour un enfant de 7 ans. J'ai déjà dit à ma prof que ma mère s'était fait incinérer », raconte-t-il.
Et d'ironiser sur son esthétique qu'il décrit lui-même comme « *redneck* » avec sa moustache fournie et sa coupe Longueuil sortie tout droit des années 80: « La plupart des gens qui critiquent mon look, il faut comprendre que cela vient d'un fond de jalousie. Ils ne pourraient jamais avoir l'air de ça sans être lourdement soupçonnés de violences conjugales ».

Se reconnecter avec des sensations disparues

CAMÉLIA BOUSSAID

L'Atelier

Les étudiantes au baccalauréat en danse de l'UQAM présentent du 11 au 14 décembre *La disparition des choses*, une œuvre chorégraphique d'Amélie Rajotte. L'Atelier a assisté à la générale de l'œuvre.

Mme Rajotte est chorégraphe invitée à l'UQAM et a créé en 2022 cette œuvre conçue initialement pour être interprétée par deux personnes. La version présentée dès mercredi en est donc une adaptation pour une classe de 18 personnes dans le cadre du cours du Département de danse intitulé Répertoire chorégraphique.

Si la nature disparaissait

La chorégraphe explique la genèse de *La disparition des choses*. « Je suis partie de la prémisse, de la question, en fait, si la nature disparaissait [...], si, du jour au lendemain, on se retrouvait dans un désert de béton, un vide. Comment [l'humain] ferait-il pour recréer des connexions qui sont essentielles, qui sont nécessaires, des connexions avec la nature? »

L'idée de départ de la pièce s'inscrit donc dans un « processus de remémoration » ainsi que dans une volonté de « recréer des sensations disparues, de se reconnecter avec ce qui n'est plus, ce qui est disparu, donc la nature, dans ce cas-ci ».

Les vêtements amples aux couleurs ternes des interprètes s'ancrent dans le thème de la nature évoqué. De nombreux jeux de mains dans l'espace semblent vouloir s'accrocher à quelque chose de plus grand.

« On donne l'idée de casque virtuel, donc elles sont connectées à un espace vide et elles font émerger des choses pour les tenir en vie, pour continuer à respirer, à exister. Elles ont besoin de ça », explique la chorégraphe.

Synthétique

Un paysage sonore et visuel accompagne les danseuses sur la scène du Pavillon de danse de l'UQAM. D'un côté et de l'autre de la scène, les musiciens Olivier Landry-Gagnon et Stéphanie Castonguay accompagnent les mouvements des interprètes avec des sons synthétiques. Mme Rajotte explique que c'est l'un des aspects uniques de l'œuvre : « Il n'y a pas de sons de la nature, c'est juste des sons synthétiques qui évoquent la nature, des crépitements, le vent, des ondes. »

Alors que l'une génère des résonances à l'aide de son instrument, composé d'une plaque, qu'elle a créé, l'autre joue méthodiquement à la console en synchronisation avec la vidéaste, Nelly-Eve Rajotte pour coordonner son et image.

Si le son est synthétique, la vidéo projette des images provenant de la nature, mais avec toutes sortes de retouches et d'effets stro-



La version présentée mercredi par 18 danseurs est une adaptation d'une œuvre qui, au départ, n'en comptait que deux. Nathalie St-Pierre

boscopiques pour créer un effet hypnotisant. « L'artiste a créé des effets, a changé les colorations, tout ça, c'est du 3D, il y a des imperfections dans l'image », rajoute la chorégraphe invitée.

Il n'y a donc rien de préenregistré. « Tout est *live*, puis ça laisse place à un peu d'imprévu », affirme-t-elle.

Transmettre la gestuelle

Cette nouvelle version de *La disparition des choses* a pris plus de trois mois de travail, surtout pour transmettre la gestuelle plutôt que d'en créer une nouvelle.

Les étudiants ont tenté ensuite de « réincarner cette gestuelle-là au plus près, un travail différent de quand [les danseuses] partent d'une création à zéro ». Elle explique qu'il est plus difficile de se réapproprier une gestuelle que d'en créer une nouvelle, surtout

avec un groupe de danseuses aussi nombreux. « Ça a été difficile par moments, c'est rare qu'on choré-

« Il n'y a pas de sons de la nature, c'est juste des sons synthétiques qui évoquent la nature. » - Amélie Rajotte

graphie pour 18 personnes dans le milieu professionnel. [Généralement] un gros groupe, c'est huit personnes. »

Parler le même langage

Elle ajoute que « c'est toujours un *challenge* quand tu arrives avec 18 personnes, 18 personnalités, 18 *backgrounds* complètement diffé-

rents ». Certaines étudiantes ont une expertise en danse urbaine, d'autres en danse contemporaine, en ballet ou plein d'autres formations différentes. « Donc de synthoniser tous ces gens-là pour qu'on parle le même langage, ça a été assez difficile. » La diversité des styles de danse demeure un enjeu tout à fait normal selon elle.

« Pour des interprètes professionnels, on a passé quatre ans à travailler sur cette pièce-là, donc, pour [un travail] de 3-4 mois, je suis super contente du résultat, elles sont toutes allées à leur propre rythme et, au final, elles sont toutes au même endroit, à leur manière », dit Mme Rajotte, qui se réjouit du travail accompli.

La disparition des choses d'Amélie Rajotte
Du 11 au 14 décembre 2024
19 h 30

Spotify wrapped, déception avant les fêtes

ÉLISA MARCHILDON

ADÈLE ROSA-MATTE

L'Atelier

Mercredi dernier, le géant de la musique Spotify a révélé son *wrapped*, une vidéo qui mélange palmarès des chansons les plus écoutées, genres préférés et artistes favoris de l'année. L'expérience personnalisée pour chaque utilisateur est grandement attendue chaque année. En 2024, l'intelligence artificielle (IA) s'est invitée à la fête.

Au lieu de l'habituelle compilation divertissante, les utilisateurs se sont retrouvés devant une vidéo plus courte qu'à l'habitude avec de drôles de noms pour décrire leurs goûts musicaux. *Fairycore mandolin australien rock*, autant de mots pour ne rien dire ou du moins plonger bien des gens dans la confusion.

Sur les réseaux sociaux, des utilisateurs ont pointé du doigt l'intelligence artificielle utilisée par l'entreprise. « Ils y sont allés trop fort sur l'IA », « 100 % ils ont utilisé de l'IA », « ils ont assurément fait ça avec de l'IA, ça ne fait aucun doute ».

Alors que Spotify ne s'est pas exprimé clairement sur l'usage d'intelligence artificielle dans la vidéo principale de la revue personnalisée, la compagnie n'a pas caché son utilisation générale de ces technologies. Lors du lancement le 4 décembre dernier, elle a déclaré qu'elle avait créé une nouvelle fonctionnalité, le *Spotify wrapped AI podcast*.

« Par la combinaison de la puissante technologie de personnalisation de Spotify et de l'IA générative, nous avons créé des expériences *wrapped* extrapersonnalisées pour connecter des millions d'utilisateurs globalement avec la musique et les audios qu'ils aiment », a expliqué l'entreprise suédoise.

La plateforme avait précédemment révélé deux outils utilisant l'intelligence artificielle, le *AI DJ* et le *AI Playlist*, respectivement mis en ligne en 2023 et en 2024, annonçant une ligne directrice claire pour l'entreprise.

Bien que l'utilisation de l'intelligence artificielle et la baisse en qualité de production annuelle aient contrarié les utilisateurs, il est peu probable que Spotify soit affectée par ces commentaires.

La domination sur les autres sites de diffusion en continu audio est bien établie, Spotify étant le numéro 1 tous services confondus. Le *wrapped* reste une fonctionnalité gratuite, accessible à tous les utilisateurs, même sans abonnement. Les noms étranges générés par l'intelligence artificielle sont surtout devenus un sujet de plaisanteries.

Le réconfort des fêtes façon Kent Nagano

LUC LECAVALIER
L'Atelier

Si Kent Nagano n'est plus chef de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) depuis bientôt cinq ans, l'Américain est fidèle au poste pour *Le temps des fêtes avec Nagano*, un concert dans lequel il revisite *Casse-Noisette* et les *Quatre Saisons* tout en présentant une oeuvre originale. *Cent soleils*, une création originale de l'OSM, constitue l'attraction principale du spectacle. Une création précédée d'extraits de *Casse-Noisette* de Tchaïkovski et suivie, en conclusion, d'une version modifiée par Aziza Sadikova des *Quatre Saisons* de Vivaldi. Un heureux retour à Montréal pour Kent Nagano, toujours emballé de retrouver le public montréalais, le temps des fêtes et la neige! Pour *Cent soleils*, ce dernier tenait à représenter Noël et sa place dans le cœur des Québécois. Matthew Ricketts est à l'origine de la composition musicale tandis que l'écrivain et auteur québécois d'origine libanaise Alain Farah a rédigé le livret chanté par la célèbre contralto de renommée mondiale Marie-Nicole Lemieux. Pour les deux derniers, le projet a une signification particulière. Pour la chanteuse québécoise, c'est toujours un défi de chanter devant les siens, bien qu'elle se soit produite dans les plus grandes salles de concert du monde. Du côté d'Alain Farah, toucher à la Nativité d'un point de vue libano-chrétien, à un moment où le Moyen-Orient



Kent Nagano orchestrant d'une main de maître à l'âge de 73 ans Antoine Saito, OSM

est déchiré par les conflits, se veut très valorisant. Directeur musical de l'OSM pendant plus de quinze ans et symbole de la musique classique à Montréal, Kent Nagano a joué un rôle crucial dans l'inauguration de la Maison symphonique en 2011. M. Nagano dirige aujourd'hui les musiciens de l'Opéra et de l'Orchestre philharmonique d'État de Hambourg, en Allemagne. **Nagago l'enchanteur** Fidèle à l'humilité qui l'a carac-

térisé durant son séjour à l'OSM, Kent Nagano est surpris de recevoir un tonnerre d'applaudissements à son entrée sur scène. Un concert qui débute sur les extraits de *Casse-Noisette*, dont plusieurs ont acquis une certaine popularité. Ces extraits, bien que chacun d'entre eux soit très court, sont bien choisis et sèment l'esprit des fêtes au sein du public. Le morceau *Cent soleils* qui suit est toutefois aux antipodes du premier. Beaucoup plus sombre, chaotique et mélancolique, il ra-

conte l'histoire de la naissance du Christ associé à l'éclipse, tous deux des événements d'exception. Bien qu'original et audacieux, le morceau nous sort quelque peu de l'esprit de Noël. Le public retrouve une musique plus familière et joyeuse avec les *Quatre Saisons* de Vivaldi en conclusion, où chaque saison met en vedette un instrument. Difficile de croire que ce morceau est tombé dans l'oubli avant de renaître au début du XX^e siècle et de gagner en popularité.

Un cinéma diversifié

JULIETTE GAREAU-GUÉRIN
L'Atelier

Cette année en particulier, le Gala Québec Cinéma a reflété la diversité et l'inclusion du cinéma québécois contemporain. « On ne peut faire autrement que de constater que de voir à l'écran des femmes fortes, libres et épanouies est toujours aussi nécessaire », a mentionné l'actrice Louise Turcot avant de décerner le prix du meilleur rôle de soutien féminin à la comédienne Sandrine Bisson. Mona Chokri a remporté le prix de la meilleure réalisation. « Il n'y avait pas beaucoup de femmes réalisatrices quand j'étais petite [...] j'encourage toutes les jeunes filles à faire ce métier et à poser un regard féministe sur le monde. » Théodore Pellerin a remporté la meilleure interprétation masculine pour *Solo*, un film mettant en scène la vie amoureuse d'une drag queen. Ariane Castellanos qui brille sous les projecteurs dans le film *Richelieu*, a été couronnée révélation de l'année et meilleure actrice au gala.

Désintérêt pour le Gala Québec Cinéma

JULIETTE GAREAU-GUÉRIN
L'Atelier

« Sortir la batte de baseball pour attaquer quelqu'un qui n'est déjà pas très fort c'est une impolitesse importante », affirme le directeur du programme de cinéma de l'UQAM, Denis Chouinard, en réponse aux critiques de la 26^e édition du Gala Québec Cinéma. Le gala, maintenant diffusé sur les ondes de Noovo, est loin de vivre ses meilleurs jours. Radio-Canada avait d'ailleurs pris la décision de cesser sa diffusion en octobre 2022. Nouvellement animé par l'humoriste Phil Roy, le gala met en lumière des films québécois, notamment *Vampire humaniste cherche suicidaire consentant*, *Simple comme Sylvain*, 1995, *Les belles-sœurs* et *Richelieu*. Le réalisateur Denis Villeneuve (*Dune 1*, *Blade Runner 2049*) a reçu le prix « Iris-Hommage », une remise de récompense qui fut le « moment fort » du gala. Les cotes d'écoute de la cérémo-

nie ont chuté ces dernières années pour passer de 720 000 téléspectateurs en 2018 à 308 000 l'an dernier. **Trop de temps écoulé** Selon le critique cinéma Michel Coulombe, cette dépréciation est

« C'est un vrai problème de pertinence. » – Michel Coulombe

en partie expliquée par le temps écoulé entre la sortie d'un film et sa nomination. « Il y a un gros décalage », affirme M Coulombe « c'est un vrai problème de pertinence » selon lui de remettre des prix à des films comme *Simple comme Sylvain*, sorti il y a plus d'un an. Selon le chroniqueur, un gala doit créer un lien émotif entre le téléspectateur et les œuvres présentées, un lien qui manque pour

les films sortis il y a des mois. C'est selon lui la raison pour laquelle l'honneur à Denis Villeneuve s'est retrouvé être le moment fort de la cérémonie. « Une grande partie du public a une vraie affection envers lui », affirme-t-il.

Faible, mais « essentiel » Denis Chouinard s'indigne, lui, de la haine envers le gala dans les médias québécois. « S'ils préfèrent faire des quiz et des jeux télévisés et pensent que c'est ça leur mandat, qu'ils le fassent, mais au moins qu'ils ne critiquent pas les autres qui tentent de faire de la culture », vitupère-t-il en réaction aux propos moqueurs tenus dans des émissions de Radio-Canada. Il critique également la chronique d'Hugo Dumas dans La Presse, « Gala oubliable cherche téléspectateurs consentant ». Affirmant que le gala reste essentiel à la diffusion et à la promotion du cinéma québécois, l'enseignant peine à comprendre que La Presse critique cet événement.

Emilia Pérez en tête des Golden Globes

SIMON BÉRUBÉ
L'Atelier

Avec 10 nominations le film *Emilia Pérez* du cinéaste français Jacques Audiard, racontant l'histoire d'un chef de cartel mexicain en transition de genre, caracole en tête d'affiche des Golden Globes. Entre longs métrages et séries télé, le gala mettra en lumière le 5 janvier prochain des œuvres telles que *Challengers*, *Dune : deuxième partie*, *Wicked*, ou encore *The Bear*, *The Penguin* et *Shōgun*. La catégorie Meilleur film - Musical ou Comédie s'annonce particulièrement relevée avec les succès *Anora*, *Challengers*, *Emilia Pérez* et *The Substance*, tous prétendants au prestigieux prix. Le film du Québécois Denis Villeneuve *Dune : deuxième partie* est nommé dans la catégorie Meilleur film - Drame, aux côtés du film biographique *A Complete Unknown*, racontant la vie du chanteur Bob Dylan. La cuvée des acteurs nommés cette année est particulièrement impressionnante avec notamment Colman Domingo (*Sing Sing*), Daniel Craig (*Queer*) et Sebastian Stan (*The Apprentice*) dans des rôles dramatiques.

Quant à leurs homologues féminines, les vedettes en lice pour la catégorie Musical ou Comédie sont Karla Sofia Gascon (*Emilia Pérez*), Demi Moore (*The Substance*) et Zendaya (*Challengers*). Au petit écran, les productions *Abbott Elementary* et *The Bear* vont rivaliser pour la statuette de la Meilleure série télé - Musical ou Comédie. Les performances principalement remarquées sont celles d'Andrew Scott (*Ripley*), Colin Farrell (*The Penguin*), Jeremy Allen White (*The Bear*), Ayo Edebiri (*The Bear*) et Anna Sawai (*Shōgun*). Pamela Anderson, Gabriel LaBelle et Martin Short représenteront le Canada dans cette édition du gala qui s'annonce chargée en rebondissements.



L'équipe de la série *The Bear* va tenter de remporter un prix aux Golden Globes pour la seconde année. Robyn Beck, AFP

L'ATELIER

Chefs de nouvelles : Julia Myles et Tomy Tanguay
Chefs de pupitre : Vincent Larue, Hans Jr Najeme, Laurianne Nunez-Pelletier et Olivier Picard
Journalistes : Simon Bérubé, Philip Bossé, Camélia Boussaid, Théo Cantin, Allyson Caron-Pelletier, Marek Cauchy-Vaillancourt, Olivier Chênevert, Juliette Gareau-Guérin, Flavie Gauthier, Gabriel Jullien, Eric Jr Keiniger, Elliot Lambert, Niki Lasserre, Erika Laurendeau-Echavarria, Olivier Leblanc, Luc Lecavalier, Élisabeth Marchildon, Maïté Paradis, Annabel Ouellet, Éloïc Potel, Adèle Rosa Matte, Alexy Simpson, Élyse Tessier-Deslauriers et Saphia Weladji.
Merci à : Christine Dumazet, Guillaume Lavallée, Léonie Poulin et Charles Séguin

NATATION

Un palmarès qui s'étoffe

À seulement 18 ans, la nageuse canadienne Summer McIntosh continue de réécrire l'histoire de la natation. Triple médaillée aux Jeux olympiques de Paris l'été dernier, où elle a brillé, la jeune Torontoise vient encore de s'illustrer. Cette fois, dans le cadre des Championnats du monde de natation en petit bassin, à Budapest, où elle vient de remporter une nouvelle médaille d'or pour le Canada. Mardi, lors de la finale du 400 m nage libre, elle a dominé la course en établissant un nouveau record du monde avec un temps de 3 minutes 50 secondes. Elle a donc battu le record établi en 2022 par la Chinoise Li Bingjie, en le surpassant de plus d'une seconde.

ETD



TENNIS CANADA

Les joueurs de l'année

Félix Auger-Aliassime et Gabriela Dabrowski ont été nommés joueurs de l'année au pays, selon Tennis Canada. Leur médaille de bronze en double mixte remportée aux Jeux olympiques de Paris l'été dernier a été une première pour l'Unifolié en 24 ans. C'est une quatrième occurrence pour Auger-Aliassime, Dabrowski ayant quant à elle gagné le titre de joueuse de double de l'année pour la douzième fois d'affilée.

ARM

Formule 1 2024 : retour sur une saison historique

ERIC JR KEINIGER

L'Atelier

Entre scandales, transferts et désillusion, cette saison de F1 a été riche en rebondissements, et les fans sont passés par toutes les émotions. Max Verstappen est devenu champion du monde pour la quatrième saison de suite, mais pas sans adversité.

Malgré un très bon début de saison, Red Bull a bien failli se brûler les ailes. Celle-ci avait dominé la saison 2023, ne laissant qu'une seule victoire à Carlos Sainz, pilote Ferrari. C'est donc confiants qu'elle a entamé la saison 2024, avec sept victoires sur les dix premiers Grands Prix. Malgré cela, la monoplace ne semblait plus aussi dominante, permettant aux autres écuries de gagner du terrain. Pour Philippe Brasseur, rédacteur en chef du magazine spécialisé *Pole Position*, « cela devenait extrêmement compliqué [pour les ingénieurs] de régler cette voiture [...] ont est allés trop loin dans certains concepts ».

Red Bull a aussi fait face au départ d'Adrian Newey, ingénieur star de l'écurie, dont on a certainement minimisé l'impact. Le tout couplé à des problèmes en interne survenus à la suite de l'affaire du « comportement inapproprié » du directeur d'écurie, Christian Horner, dont il a été blanchi.

Tout cela s'est répercuté sur les performances en piste, Sergio Perez a coulé et Verstappen n'a pas retrouvé la victoire sur les dix courses précédant le Grand Prix



Lando Norris et Max Verstappen lors du Grand Prix d'Austin Patrick T. Fallon, AFP

du Brésil. On a alors retrouvé un Verstappen compétitif, agressif, parfois trop, ce qui lui a d'ailleurs valu des pénalités.

Le pilote néerlandais a tout de même su rester constant, tirant le meilleur de sa monoplace pour ainsi remporter le quatrième titre d'affilée de sa carrière et rejoindre les légendes Alain Prost et Sebastian Vettel.

La désillusion

La première victoire de Lando Norris à Miami a été un tournant

de la saison, car cela a confirmé deux choses : que la McLaren était la monoplace la plus performante de la grille et que Lando Norris visait le titre. Le pilote britannique et son écurie se sont retrouvés sous une pression qu'ils ont eu du mal à gérer. Toujours selon Philippe Brasseur, « McLaren n'a pas réalisé au début qu'ils étaient prétendants au titre, il n'y avait pas de consignes d'équipes et, en début de saison, personne n'imaginait que quelqu'un irait concurrencer Red Bull. »

Cela s'est vu notamment lors du Grand Prix de Hongrie, où l'équipe a dû implorer Norris de laisser passer son coéquipier. D'un point de vue des pilotes, Lando Norris a toujours été habitué à surclasser ses coéquipiers, jusqu'à l'arrivée de Piastri.

Il a commis des erreurs, mais c'est un pilote encore jeune, en phase d'apprentissage. McLaren a tout de même réussi à remporter le championnat constructeur à l'issue du dernier Grand Prix, dans un bras de fer avec Ferrari.

Le volleyball, le nouveau sport de prédilection au Québec?

ALLYSON CARON-PELLETIER

L'Atelier

Haussée des inscriptions chez les jeunes, gradins pleins à craquer et événements prestigieux : le volleyball se taille une place de choix au Québec en ce moment. Cette mouvance pourrait prendre de l'ampleur avec l'accueil de la Ligue des nations de volleyball (VNL) à Québec en juin 2025.

La VNL sera de passage au Centre Vidéotron à Québec du 11 au 15 juin 2025.

Trois groupes, comptant chacun six formations masculines, s'affronteront sur trois semaines. Le premier à Rio de Janeiro, le deuxième à Beijing et le troisième à Québec, qui accueillera notamment le Canada et la France, championne des deux derniers Jeux olympiques. L'événement se reproduira en 2026 du côté féminin, puis le masculin sera de retour en 2027.

Pascal Giguère, volleyeur, raconte la joie ressentie dans la communauté après l'annonce.

« Quand la nouvelle est sortie, on s'est tous écrit. Je vais y aller, peu importe le prix [...], c'est exceptionnel. »

La vision Lépine

En entrevue à *L'Atelier*, le président du comité organisateur lo-

« Ma mission de vie, c'est d'apporter cette saveur olympique ici » – Gilles Lépine

cal, Gilles Lépine, se réjouit de son coup : « Cette fameuse ligue, c'est les 18 meilleures équipes du monde. Le volleyball compte 222 pays membres, l'ONU en compte 193 », lance-t-il en riant.

Analyste aux Jeux olympiques, il souhaite offrir cette chance à Québec. « Ma mission de vie, c'est d'apporter cette saveur olympique ici. Je ne peux pas apporter les gens aux jeux, mais je peux apporter les Olympiques », confie-t-il.

Un engouement fulgurant

Pascal Giguère, également enseignant à l'École secondaire des Sentiers à Québec, explique que les inscriptions augmentent chez les jeunes. Depuis cette année, son école offre une concentration en volleyball.

Gilles Lépine affirme que « l'engouement traverse les frontières ». Le Rouge et Or se démarque au Canada en étant « l'équipe qui a attiré les meilleures foules pour le sport universitaire l'an dernier », explique-t-il.

Alain Pelletier, entraîneur-chef de l'équipe féminine des Citadins, l'appuie en avançant que le nombre de visiteurs des matchs du vendredi soir a pratiquement doublé cette année, passant de 75 à près de 125 personnes.

Pour les deux experts, les Québécois se tournent vers le volleyball, car « c'est un sport collectif qui n'a aucune violence. Tant les parents que les athlètes l'apprécient, car leur intégrité physique n'est pas mise en péril », souligne M. Lépine.

Hamilton parti, Mercedes mise sur l'avenir

ERIC JR KEINIGER

L'Atelier

Après onze ans de collaboration, Lewis Hamilton quitte les Flèches d'Argent pour le cheval cabré. Mercedes a donc choisi de miser sur l'avenir en recrutant Andrea Kimi Antonelli.

Lewis Hamilton a fait sa tournée d'adieu après une saison compliquée au volant de la W15. Il est encore trop tôt pour savoir si le pilote britannique réussira à s'adapter à la Ferrari, mais il est certain que se battre pour le titre lui tient à cœur. De son côté, Kimi Antonelli, âgé de seulement 18 ans, a du poids sur les épaules : il prend le volant laissé par un septuple champion du monde. Il pourra toutefois compter sur George Russell, qui doit prendre son rôle de pilote titulaire et servir de modèle.

Enfin des modèles féminins au hockey

ELYSE TESSIER-DESLAURIERS
L'Atelier

L'engouement pour la Victoire de Montréal sert de modèle aux jeunes joueuses de hockey, qui peuvent désormais rêver d'une carrière professionnelle dans un sport longtemps dominé par les hommes.

L'an dernier le club montréalais jouait à l'Auditorium de Verdun, mais a migré à la Place Bell cette saison. Le match d'ouverture, joué à guichets fermés devant plus de 10 000 partisans déchaînés le 30 novembre, a vu la formation présenter son nouvel uniforme, couleur bourgogne, et remporter la victoire en tir de barrage sur un but de la capitaine, Marie-Philip Poulin.

Depuis qu'elle est jeune, Mya Dion est inspirée par Marie-Philip Poulin, qui a donné l'or olympique au Canada à Pékin en 2022, avant de rejoindre la Victoire de Montréal. « Jouer plus haut est maintenant une option accessible », dit à *L'Atelier* la joueuse des Carabins de Montréal qui avait joué au niveau collégial dans le programme sport-études du Cégep Saint-Laurent.

Dany Brunet a vu de près l'intérêt croissant pour le hockey féminin à titre d'entraîneur depuis 2013 des Patriotes du collège Saint-Laurent, après 20 ans passés dans les circuits masculins. « L'encadrement des équipes féminines est bien supérieur aujourd'hui. On remarque une amélioration du calibre de jeu. Les filles sont mieux préparées au niveau technique et physique », dit-il à *L'Atelier*.

Au-delà de l'aspect technique, l'environnement est un facteur clé dans le développement des joueuses. Pour grandir dans le sport, « il faut un environnement sain et sécuritaire. [...] Il est important que les jeunes filles doivent se sentir à l'aise et épanouies », souligne-t-il à *L'Atelier*. Pour beaucoup, les équipes féminines offrent cet espace où elles peuvent parta-



« Il y a eu une évolution » par rapport à la visibilité des femmes dans le Hockey, selon la joueuse des Carabins de Montréal, Mya Dion.

Carabins de Montréal

ger leurs expériences, leurs goûts et leur passion.

Crosby au féminin

Audrey Germain, qui a gravi les échelons jusqu'à la plus haute division collégiale avec l'équipe des Patriotes au Cégep Saint-Laurent, insiste sur la nécessité d'avoir des figures inspirantes pour encourager les jeunes filles à persévérer.

« C'est aussi important pour les jeunes filles d'avoir un modèle à suivre, comme les gars avec Crosby », confie-t-elle à *L'Atelier*, ajoutant toutefois que son père lui servait de modèle.

L'accompagnement qu'elle a reçu, notamment sous la direction de Dany Brunet, témoigne de l'engagement à pousser les équipes féminines vers un niveau de professionnalisme. Selon lui, le « tact et la discipline » étaient essentiels, et il s'attendait à ce que ses joueuses fassent preuve d'un professionnalisme sans faille. Il nous disait:

« On doit agir au top », souligne-t-elle.

En pleine expansion

Depuis deux ans, un engouement sans précédent pour le hockey féminin s'observe, tant dans les équipes que dans des disciplines alternatives, comme le deck hockey. Aussi fondateur de la ligue adulte de Vaudreuil-Dorion, Dany Brunet témoigne : « On voit de plus en plus de jeunes filles s'intéresser à ce sport, et cela se reflète aussi dans les inscriptions au deck hockey. »

Cette popularité croissante va de pair avec des possibilités accrues pour les joueuses. Autrefois,

« Jouer plus haut est maintenant une option accessible. » – Mya Dion

celles qui voulaient faire carrière devaient rejoindre des équipes masculines pour espérer une compétition de haut niveau.

Pour la joueuse des Rattlers du collège de Medecine Hat, en Alberta, Jessika Charron, le hockey n'est « plus juste un sport pour les *p'tits gars* ». Présentement, la Ligue professionnelle de hockey féminin permet aux joueuses de vivre de leur passion, bien que les salaires soient en dessous de ceux de la LNH.

Mais l'idée que le hockey féminin puisse désormais être considéré comme une carrière sérieuse fait son chemin, ce qui permet aux joueuses comme Mya Dion d'envisager une carrière professionnelle après le passage dans les rangs universitaires. « Aujourd'hui, de nombreuses joueuses sont repêchées par des universités, ce qui leur offre un tremplin pour une carrière professionnelle », affirme M. Brunet.

Avalanche de toutous dès le premier but

ADÈLE ROSA MATTE
L'Atelier

Le traditionnel lancer des toutous, aussi surnommé le *Teddy Bear Toss*, se représente chaque année au hockey lors d'un match déterminé à l'avance. Dès le premier but de l'équipe à domicile, les spectateurs sont encouragés à lancer des ours et d'autres jouets en peluche sur la glace.

Cette pluie de toutous, surtout présente dans de plus petites ligues de hockey lors du temps des fêtes, a comme but de soutenir les familles en milieux défavorisés et de leur donner des cadeaux à offrir à leurs enfants.

C'est l'équipe des Blazers de Kamloops en Colombie-Britannique qui aurait lancé la tradition en 1993, sur les conseils de Don Larson, le directeur du marketing à l'époque. L'équipe des Bears dans la ville de Hershey, en Pennsylvanie, détient le record du plus grand nombre de toutous récoltés lors d'une partie, c'est-à-dire 74 599 toutous. À la dernière partie du Rocket de Laval, environ 14 000 toutous ont été lancés sur la glace.

Selon Gabrielle Saint-Pierre, chroniqueuse sportive sur le site de journalisme sportif À la coupe, ce moment est maintenant bien attendu par le public, qui est toujours au rendez-vous. « C'est tellement une ambiance qui est *fun*. Il y a souvent beaucoup de musique de Noël utilisée pendant les pauses, donc c'est vraiment un événement que les joueurs et les admirateurs apprécient beaucoup », explique la chroniqueuse.

Il s'agit d'un événement à ne pas prendre à la légère, comme pourrait le confirmer Michael Misa, l'un des meilleurs espoirs du repêchage 2025 de la LNH. En fait, le joueur du Spirit de Saginaw aurait pris des ours en peluche sur la glace pour les relancer à des enfants dans le public. Le joueur a finalement reçu une suspension d'un match pour avoir lancé les toutous dans le public.



Le record du plus grand nombre de peluches lancées revient aux Bears de Hershey avec un total de 74 599. Pixabay

PSG : une victoire plus que nécessaire

ERIC JR KEINIGER
L'Atelier

La situation était critique pour le Paris Saint-Germain (PSG), qui n'avait connu aucune victoire lors des cinq premières journées de la Ligue des champions de l'UEFA. Il lui aura fallu attendre un affrontement contre Salzbourg, actuellement cinquième du championnat d'Autriche, pour se relancer.

Le match s'est soldé sur un pointage à sens unique de trois buts à zéro. Avec 70 % de possession, quinze tirs, dont huit cadrés, le PSG a su se créer des occasions fortes dans les premières

minutes, mais sans concrétiser. C'est Gonçalo Ramos qui a ouvert la marque à la 30^e minute de jeu, suivi de Nuno Mendes et de Désiré Doué, qui ont également trouvé le chemin du filet en fin de rencontre face à une défense trop faible, qui a fait quelques erreurs de marquage.

« Pour être honnête, je ne crois pas que ce match ait été meilleur que celui contre le PSV ou l'Atlético de Madrid, je dirais que c'était même pire, mais c'est le caprice du football », a affirmé l'entraîneur du PSG, en conférence de presse.

Luis Enrique s'entête dans une tactique héritée du FC Barcelone, qui consiste en une possession de balle à outrance, créant le danger

sur les ailles avec Bradley Barcola et Ousmane Dembélé faisant des appels en profondeurs et provoquant les défenseurs. Bien que sur papier, cette tactique soit efficace, elle ne correspond pas au profil de joueur que possède le club de la capitale.

L'équipe est actuellement invaincue en Ligue 1 : elle ne brille pas sur la scène européenne, l'effectif a du mal à jouer, et les individualités peinent à se démarquer.

Cette victoire était devenue un impératif, car cette équipe était au bord du gouffre et elle se bat toujours pour faire partie des barrages. Une élimination à ce stade de la compétition serait un échec

de plus pour ce club, qui fait partie de ceux qui ont le plus dépensé d'argent sur le marché des transferts lors de ces cinq dernières années.

Cette victoire n'éloigne donc pas la crainte de l'élimination de la compétition. Il lui faudra encore aller gagner deux matches, contre Manchester City qui reste un adversaire de taille, bien qu'il soit dans une période compliquée. La dernière confrontation sera contre Stuttgart, actuellement 26^e dans le classement de la ligue des champions. Mais cela redonne espoir aux joueurs ainsi qu'aux partisans qui souhaitent se rattraper et progresser le plus loin possible.